

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
**Nouvelles tendances économiques
de la Roumanie**

D'APRÈS LA LITTÉRATURE ÉCONOMIQUE
ET LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

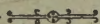
Présentée et soutenue le 15 mars 1922, à 1 h.

PAR

C. A. TATARANO

Président : MM. RIST, Professeur

Suffragants { *SOUCHON, Professeur*
NOGARO, Chargé du cours



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
Nouvelles tendances économiques
de la Roumanie

D'APRÈS LA LITTÉRATURE ÉCONOMIQUE
ET LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le 15 mars 1922, à 1 h.

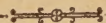
PAR

G. A. TATARANO



Président : MM. RIST, Professeur

Suffragants { *SOUCHON, Professeur*
NOGARO, Chargé du cours



PARIS
JOUBE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

—
1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
**Nouvelles tendances économiques
de la Roumanie**

D'APRÈS LA LITTÉRATURE ÉCONOMIQUE
ET LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

**Aperçu succinct sur l'évolution économique
de la Roumanie jusqu'après
la Grande Guerre**

Si la théorie de la « Nation normale » idéale, de List était vraie, la théorie de la nation type vers laquelle doivent tendre toutes les nations, en passant par les quatre étapes nécessaires : « état pastoral », « état agricole », « état agricole et manufacturier » et enfin « état agricole, manufacturier et commercial », on pourrait placer la Roumanie d'aujourd'hui au commencement de la troisième étape.

En effet, jusqu'en 1829 au traité d'Andrinople,

la Roumanie était sous un régime de monopole d'exportation au profit de la Turquie, sa suzeraine, qui l'obligeait à lui remettre toute la production exportable du pays et qui lui interdisait tout commerce avec d'autres pays.

Cette situation déplorable créée par la Turquie, interdisait toute tendance de progrès et de liberté, à ce peuple vigoureux, ce petit chêne planté par les légions romaines de Trajan en pleine forêt barbare et qui avait résisté avec tant de persévérance et de vigueur à toutes les rafales des invasions de toutes sortes.

Cette situation cessait surtout par le traité de Paris, de 1856.

Par ce traité le régime de liberté de la navigation a été appliqué au cours inférieur du Danube.

Cette liberté permettant la création de débouchés nouveaux par l'exportation, aurait pu donner à l'agriculture encore rudimentaire et pas encore commercialisée un puissant essor.

Pourtant le pas en avant ne fut pas bien grand, d'abord parce que l'Autriche refusa d'appliquer ce régime à ses eaux riveraines et puis, parce que peu après, une compagnie autrichienne réussissant à s'emparer de l'exploitation de la ligne centrale et principale de chemins de fer roumains la Roumanie tombait sous la dépendance économique de l'empire des Habsbourgs.

Seulement, comme les seules richesses exportables de la Roumanie en ce moment-là étaient les produits de l'élevage — les bœufs de Moldavie et de Ialomitza et les porcs — produits qui pouvaient facilement franchir les Carpathes, la Hongrie devint rapidement l'unique et grand débouché des éleveurs roumains et l'élevage prit un brusque essor.

Nous voilà donc en pleine première période, — « l'état pastoral », — de l'évolution List-énne de la nation roumaine.

* * *

En 1875, la Roumanie conclut un traité de commerce avec l'Autriche, lequel malgré qu'il ruinait les manufactures et la petite industrie roumaine à peine naissante, laissait libre le commerce de plus en plus florissant de l'élevage roumain et de quelques matières premières exportables.

Ce n'est qu'en 1883 que brusquement sous prétexte d'épizooties qui d'ailleurs étaient générales, que l'Autriche interdit l'importation et le transit de notre grand et menu bétail. Le coup était dur, l'élevage était paralysé. Trois ans plus tard en 1886 les traités de commerce venant à expirer, la Roumanie met en application son tarif douanier autonome protégeant l'industrie et les manufactures, et par un phénomène assez curieux le coup que l'Autriche venait de lui porter devint plutôt un coup d'épaule, un émulateur, qu'un coup de grâce. Par son esprit

d'initiative en quelques années la Roumanie doubla presque son réseau de chemins de fer, et aménagea ses ports maritimes, Braila, Galatz, Constantza et Sulina. La commission internationale du Danube ayant sensiblement amélioré la navigation aux bouches du Danube, et les grands bateaux étrangers pouvant facilement aborder dans les quatre ports suscités et charger les céréales roumaines, l'agriculture prend un essor considérable, les agriculteurs ayant renoncé à l'élevage faute de débouché. Et continuant de nous servir pour la facilité de notre exposé du plan d'évolution de List, nous croyons pouvoir placer maintenant la Roumanie dans la deuxième période — de l'agriculture —, période qui durera jusqu'à la grande guerre.

Ce petit tableau nous montrera d'une manière plus saisissante ce rapide progrès de l'agriculture (1) :

Années	Moyenne de la surface cultivée	Moyenne de la production	Moyenne de la production à l'hectare
1872-1886	3.012.940 Hect.	33.349.826 Hectol.	11 Hectol.
1886-1890	4.019.880 —	50.883.520 —	12,6 —
1910-1914	5.099.940 —	88.917.377 —	17. —

Ce progrès de l'agriculture dû à l'intensification des cultures et à l'amélioration des systèmes par l'introduction de plus en plus du machinisme agricole, et par l'enseignement agricole, — écoles d'agri-

1. C. Bratiano, *l'Agriculture dans la Roumanie d'hier et celle de demain*. Buc., 1919.

culture, fermes modèles, pépinières et stations agromomiques, se fera sentir d'ailleurs dans toutes les branches de l'activité économique roumaine :

L'élevage après un moment d'arrêt reprend son progrès.

Années	Chevaline	Bovine	Espèces Porcine	Ovine et caprine
1900	864.746	2.589.990	1.709.909	5.655.444
1916	1.231.498	2.937.877	1.382.184	7.810.809

De même l'industrie par l'exploitation du pétrole est en progrès constant.

Production et valeur du Pétrole

Années	Tonnes	Lei
1906	971.019	33.147.622
1910	1.326.496	39.651.119
1914	1.847.875	127.308.910

Le commerce extérieur de 1899 à 1913 marque une augmentation de 74 0/0 au poids et de 95 0/0 en valeur.

Années	Importations	Exportations
1866	71.429.266	116.500.363
1885	268.539.150	247.968.201
1905	337.537.985	457.101.394
1913	590.012.640	670.705.335
1914	504.240.522	451.890.823

La diminution de 1914 est due à la fermeture des Dardanelles, fermeture qui nous isola complètement presque de l'Occident.

Les importations et les exportations se classent selon les pays comme il suit :

	Année 1913	
	Importation en lei	Exportation en lei
Allemagne	237.819.146	22.407.563
Autriche-Hongrie	138.192.176	95.858.235
Angleterre	55.737.728	44.840.336
France	34.135.788	63.525.079
Etats-Unis	31.937.367	108.385
Italie	21.886.526	71.307.688
Belgique	16.492.788	182.027.926
Turquie	15.255.999	36.852.640
Russie	12.904.665	3.650.827
Pays-Bas	5.149.316	45.024.405

Le trafic sur les chemins de fer entre 1908 et 1913 augmente de 40 0/0 et les revenus de 140 0/0. En 1914 le réseau ferroviaire de la Roumanie était de 4.357 kilomètres et possédait 1.000 locomotives.

Quant au réseau des routes d'après les dernières statistiques d'avant la guerre, pour une surface de 1 kilomètre carré revient un réseau de 325 mètres réparties comme il suit : 36,6 mètres de routes nationales, 35,2 mètres de routes départementales, 141,8 mètres de chemins vicinaux et 112 mètres de routes communales.

La navigation sur le Danube qui baigne les rives roumaines sur un parcours de 1.075 kilomètres était en progrès constant et d'après une statistique de la « Donau Konferenz » la fameuse conférence du

Danube que les Centraux avaient tenue à Budapest en 1916, pour envisager le futur statut du Danube, (il était question d'annexer la Dobroudja avec les bouches du Danube) le trafic se partageait comme il suit :

Bavière.....	433.000 tonnes
Autriche.....	2.590.000 —
Hongrie.....	5.095.000 —
Roumanie.....	5.837 000 —
Bulgarie.....	669.000 —

Le pavillon national représente 22 o/o du tonnage total, 29 o/o du chargement, 34 o/o du nombre des bâtiments, 66 o/o du transport des voyageurs.

Les capitaux et les dépôts des banques augmentèrent de 400 o/o entre 1901 et 1911.

*Tableau de la situation générale
des Banques de crédit à la fin de 1913*

Nombre des Banques.....	197
Capital souscrit.....	240.042.460
— versé.....	215.803.625
Actif des Sociétés.....	2.276.005.583
Portefeuille.....	632.138.312
Avances en compte courant..	567.911.621
Fonds de réserve.....	94.165.584
Fonds de prévoyance.....	3.014.066
Dépôts à fructifier.....	218.173.130
Fonds d'amortissement.....	9.362.201
Bénéfice net.....	37.489.862
Dividende o/o.....	17

Presque régulièrement les budgets se soldaient avec des excédents (1) :

Année	Revenus	Dépenses	Excédents	Déficits
1865	54.747.704	64.389.360	—	9.641.656
1875	98.485.677	98.812.566	—	326.908
1905	278.714.013	233.280.868	43.433.145	—
1910	506.656.447	448.006.964	58.649.482	—
1912	587.071.000	487.591.000	99.480.000	—
1913	608.502.000	512.253.000	96.243.000	—
1914	567.798.000	539.703.000	28.095.000	—

Quant à la dette publique, elle était presque entièrement consolidée :

Au 1^{er} avril 1914

Dette intérieure consolidée.....	133.862.452,05
— flottante.....	45.000.000 —
Dette extérieure consolidée.....	1.552.145.877,70
— flottante.....	— —
Total.....	1.731.008.329,75

Tous ces chiffres parlent d'une manière assez éloquente du progrès économique réalisé par la Roumanie dans les dernières années d'avant la guerre.

* * *

La guerre a trouvé donc la Roumanie en plein progrès évident dans l'ensemble de sa vie et d'autant plus remarquable qu'elle n'existait comme Etat indépendant que depuis 1878. La Grande guerre lui

1. *La Roumanie économique*. Min. de l'Ind. et du Commerce. Buc., 1921.

offrait l'occasion d'un côté de réaliser son rêve — la grande Roumanie — par l'union des provinces roumaines : la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie, et d'un autre côté de desserrer l'étau allemand qui commençait à l'étouffer. En effet l'Allemagne et l'Autriche étaient arrivées petit à petit à accaparer d'une manière presque exclusive une très grande partie du Commerce, de l'Industrie et de la Finance roumaine. Les tableaux ci-dessous nous montreront d'une manière évidente cette œuvre lente mais sûre et enveloppante d'accaparement, que le voisinage immédiat de ces deux pays rendait d'autant plus dangereux pour la liberté économique et même politique de la Roumanie.

*Tableau du commerce extérieur
entre les années 1879 à 1915, en milliers de lei (1).*

	1879		1888	
	Import.	Export.	Import.	Export.
Allemagne.....	18.451	1.558	83.225	6.515
Autriche-Hongrie.	124.754	68.856	50.859	13.545
Angleterre.....	50.529	37.898	84.775	143.855
France.....	15.451	17.775	28.079	18.561
Belgique.....	1.513	250	16.373	31.652
	1894		1912	
	Import.	Export.	Import.	Export.
Allemagne.....	116.974	58.084	240.453	42.536
Autriche-Hongrie.	114.805	42.838	138.874	94.789
Angleterre.....	84.029	78.842	88.000	43.040
France.....	34.219	10.044	39.062	49.947
Belgique.....	22.492	61.359	20.150	152.999

1. Louis Blank, *Essai sur la crise économique et financière en Roumanie*, thèse Lausanne, 1921.

	1914		1915	
Allemagne.....	183.000	47.195	89.378	176.120
Autriche-Hongrie.	132.754	134.579	92.954	339.406
Angleterre.....	55.794	35.838	21.224	55.956
France... ..	27.672	26.906	16.507	11
Belgique.....	10.563	63.348	1.080	88.576

Il faut remarquer qu'une grande partie du commerce avec la Belgique n'est que du transit étant destiné à l'Allemagne. On constate en 1915 l'effet de la fermeture des Dardanelles et du complet isolement de l'Entente, le commerce avec elle est nul.

La vague de commis voyageurs allemands aidés par l'Etat et secondés par les Consuls, s'étaient déversés sur la Roumanie aussi, d'autant plus facilement que le barrage qu'on lui opposait était beaucoup plus faible que dans les autres pays. Dès que le commerce commença à devenir intéressant, vers 1894, la finance allemande fit son apparition. La Banque générale roumaine fut fondée en 1895 au capital de 10 millions de lei par deux grandes banques berlinoises, la Disconto Gesellschaft et la Maison Bleichroeder. Cette création fut suivie par d'autres : la banque de Crédit roumain en 1904 au capital de 6 millions, autrichienne ; la Banque Marmorosch Blanck et Cie en 1905 au capital de 8 millions roumano-austro-allemands, les derniers en majorité. En 1906 seulement, 2 millions souscrits par la Banque de Paris et des Pays-Bas s'ajoutent aux autres 8 millions. Enfin, en 1907 se place la création de la der-

nière banque à capital étranger, la Banque Commerciale Roumaine au capital de 12 millions souscrits par la Anglo Oesterreichische Bank Vienne, la Wiener Bank Verein Vienne, le Crédit Anversois, Anvers (succursale de la Darmstaedter Bank allemande) et la Banque de l'Union Parisienne, Paris.

Si bien qu'en 1913, par exemple, nous voyons que les banques à capital étranger disposent de 102.761.561 lei dont 74.500.000 de capital et 28.261.561 réserves, tandis que les banques à capital roumain de 77.340.468 lei dont 58.750.000 capital et 17.590.498 de réserves. Et deux ans avant, la situation était pire, en 1911 seulement s'étant fondée la plus grande banque à capital purement roumain, la Banca Romaneasca, au capital de 17.500.000.

Dans l'industrie le même accaparement se manifeste. Ainsi dans l'industrie du pétrole à peine naissante en 1915 7 o/o seulement des 404 millions engagés sont roumains, le reste de 93 o/o c'est du capital étranger réparti de la manière suivante :

Groupe allemand.....	110.000.000 lei
— anglais.....	96.000.000
— hollandais....	89.000.000
— américain....	25.000.000
— belge.....	12.000.000
— français.....	10.000.000
— autrichien....	8.000.000
— italien.....	4.000.000
— suisse.....	3.000.000

Pour l'industrie en général le capital étranger est pour 80 o/o.

Allemand.....	120.820.175 lei (majorité en pétrole)
Hollandais.....	97.901.246
Anglais.....	96.922.938.
Austro-Hongrois.....	65.539.525
Belge.....	57.945.327
Français.....	37.755.000
Américain.....	25.000.000
Italien.....	7.550.000
Bulgare.....	1.577.025
Total.....	511.019.236

C'est probablement le souvenir de cette situation d'avant la guerre, qui a aidé à la formation du courant si fort, peut-être trop, en faveur d'une *économie nationale* avec une forte aversion pour les capitaux étrangers dans les industries, et une tendance de plus en plus marquée vers l'application de la formule « tout par nous-mêmes ». Le parti libéral le plus fort et mieux organisé des partis politiques roumains s'est fait le champion de cette politique de nationalisation de l'industrie et de la finance, et s'est opposé à toutes les tentatives des divers consortiums de mettre la main sur les chemins de fer, le pétrole ou autres exploitations industrielles. Nous verrons plus loin jusqu'à quel point cette politique s'est développée et quelle est sa vraie forme.

Après deux ans de neutralité imposée par les événements — manque d'armement et de préparation pour une guerre d'une envergure si gigantesque, et crainte que son intervention précipitée ne fasse plus de mal que de bien aux futurs alliés par l'occupation du pays riche en céréales, pétrole et bois, la Roumanie entra en guerre le 15 août 1916. Quoique cette date avait été choisie comme devant coïncider avec une grande offensive des alliés, sur le front de Salonique, et des Russes en Galicie, il n'en fut rien, et la Roumanie s'est vue obligée de lutter seule sur un front de presque 1.000 kilomètres. Fatalement, la petite armée roumaine fut écrasée par le nombre et le matériel plus perfectionné et plus abondant et obligée de se replier derrière les Karpathes d'abord, en Moldavie après, abandonnant plus d'une moitié du pays — l'Oltenie et la Valachie — aux Allemands, qui l'occupèrent pendant presque deux ans. En se retirant, l'armée roumaine avait détruit en grande partie toute richesse ou source de richesse pouvant être utile aux envahisseurs — récoltes, pétrole, moulins, sondes, installations de pétrole, etc... Pendant l'occupation les Allemands ont exploité toutes les richesses du pays, ont réparé les machines et les installations pour les détruire plus radicalement encore en se retirant en 1918. On peut se rendre compte après cela de l'état lamentable dans lequel se trouvait la Roumanie après la guerre. Je cite au hasard quelques

chiffres du bulletin *La Roumanie Economique* publié par l'Office des Etudes et Enquêtes du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'armée roumaine a détruit en novembre 1916, 837.126 tonnes de pétrole d'une production totale de 1.250.000 tonnes et d'une valeur, au moment de la destruction de 180 millions lei. Le cheptel a été détruit dans les proportions suivantes : 40 o/o pour les chevaux et les bœufs et 60 o/o pour les moutons et les porcs. Pour un pays agricole avant tout, ces pertes sont d'autant plus dures à supporter et à réparer.

Pour l'industrie nous trouvons le tableau suivant dans le livre de M. l'ingénieur Manoilescu du Ministère de l'Industrie, *la Politique de l'Etat dans les questions de réfection industrielle*.

Pertes en force motrice :

Machine à vapeur des 72.453 HP : perdus..	11.000 HP = 15 o/o
Moteurs à explosion des 27.416 HP : perdus.	8.135 HP = 30 o/o
Moteurs électriques des 23.166 HP : perdus.	5.610 HP = 24 o/o
Total des 126.546 HP : perdus.....	24.745 HP = 22 o/o

Mais, des cendres encore fumantes qui couvraient le sol du pays envahi et pillé, des tombes innombrables creusées par la furie teutonique, le typhus et la misère apportée par les hordes bolcheviques et de toutes les souffrances sans nombre de cette guerre sans pareille, devait sortir la réalisation du rêve millénaire de tous les Roumains, la Grande Roumanie.

DEUXIÈME PARTIE

La situation générale de la Roumanie après la Grande Guerre. Les principales crises

En sortant de la guerre, la Roumanie s'est trouvée en face de trois grands problèmes également vitaux et inévitables, qui apportaient chacun derrière lui une crise profonde, et dont il fallait trouver les solutions le plus vite et en même temps.

Le premier problème était celui de la *réfection des forces productives* épuisées par la guerre, c'était la crise générale, qui a atteint plus ou moins profondément tous les Etats du monde entier, la guerre dont elle est la conséquence, ayant pris des proportions inconnues jusqu'à présent dans l'histoire de l'humanité.

Le deuxième problème était celui des deux grandes *réformes sociales : agraire et électorale*, attendues depuis longtemps par le peuple et rendues inévitables par la menace du bolchévisme russe, et qui

devaient avoir fatalement des répercussions profondes sur l'état économique du pays.

Et le troisième problème était celui de *l'unification politique-économique* avec les provinces roumaines délivrées, unification administrative, et économique.

Nous ferons une brève étude des côtés économiques, les seuls qui nous intéressent dans cet ouvrage de chacune de ces trois crises, dans les trois chapitres qui forment cette deuxième partie de l'ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

La crise générale résultant de la guerre

Par sa configuration, tout le territoire de la Roumanie a été pendant la guerre, un vaste champ de bataille, et a subi des dévastations méthodiques inhérentes aux méthodes de guerre inaugurées par les Allemands. En effet, l'armée roumaine a dû abandonner l'Olténie d'abord et la Valachie ensuite, envahies par les Carpathes et le Danube en même temps, pour se retirer derrière le Sereth en Moldavie. Peu après ce fut le tour de la Moldavie, laquelle déjà épuisée par l'armée roumaine et russe concentrées sur son petit territoire, a dû subir le pillage sauvage de l'armée russe, son alliée d'hier, qui abandonnait la lutte pour regagner le paradis terrestre de la Russie bolchevique.

Après la guerre donc, la Roumanie s'est trouvée avec son armature économique presque complètement détruite, les sources de production taries, la circulation arrêtée, et les possibilités de reconstruction presque nulles.

D'après l'ouvrage de M. C. I. Bratiano, *L'agriculture dans la Roumanie d'hier et la Roumanie de demain*, les pertes subies par l'agriculture du fait de la guerre peuvent être évaluées à 11 milliards. Ainsi d'après les statistiques faites après la guerre, les pertes en animaux de trait et bétail sont approximativement les suivantes :

Chevaux.....	600.000 têtes ou	80 o/o du total	
Bovines.....	1.200.000	—	60 o/o —
Veaux	440.000	—	
Ovines.....	5.600.000	—	84 o/o —
Porcines....	1.600.000	—	90 o/o —

Cette destruction des animaux de trait, des installations agricoles et des machines et outils, que la crise des transports a rendu difficilement remplaçables même pour ceux qui avaient les capitaux nécessaires, aggravée par l'incertitude et le bouleversement résultant de la réforme agraire en voie d'exécution, a provoqué la crise agricole que nous étudions dans le chapitre suivant et qui a eu des répercussions profondes sur l'état économique du pays.

Pour l'industrie, à peine naissante, la guerre a été tout aussi néfaste (voir page 18 un tableau des pertes, en HP., qui reflète assez bien l'étendue de ces pertes). Tout ce qu'on avait fait depuis quelques dizaines d'années pour organiser une certaine industrie capable d'utiliser les quantités énormes de matières premières existantes dans le pays, est à

refaire, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles, étant donné que toutes les machines nécessaires doivent être importées et que la production ne procure aucune contre-partie à cette importation rendue si onéreuse par la baisse du leu. Et fatalement, de cette situation découle en grande partie la hausse des prix, l'inflation fiduciaire et la baisse de la devise nationale.

L'industrie du pétrole, si florissante avant, a surtout souffert à cause de la guerre. D'abord elle a vu ses puits obturés, ses installations détruites de fond en comble et ses stocks de pétrole brûlés par les armées roumaines en retraite ; les Allemands ont réussi grâce aux moyens techniques dont ils disposaient, à remettre en état de fonctionnement au cours de l'année 1917 une partie des sondes détruites, ce qui leur a donné cette année-là une production de presque 600.000 tonnes. Seulement, en se retirant, ils ont détruit de plus belle ce qu'ils avaient réparé.

Après la guerre, un consortium franco-anglo-roumain (50 o/o des actions les deux premiers et 50 o/o roumaines) est arrivé à remettre sur pied cette vaste industrie, qui a pu donner une production de 826.114 tonnes de pétrole en 1919 et d'environ 1 million de tonnes en 1920. Malheureusement, manquant presque complètement de moyens de transport, les 3 pipe-lines d'une longueur de 881 kilomètres, jusqu'aux 2 ports Constantza et Giurgio, étant détruites,

l'exportation a été très faible et n'a pu aider efficacement l'économie nationale. Une politique douanière assez éronnée, voulant trop tôt tirer des profits fiscaux de cette exportation éventuelle, au lieu de lui donner au contraire, toute la liberté et toutes les facilités nécessaires pour vaincre la concurrence puissante ang'lo-américaine et se créer des débouchés durables, a plutôt gêné l'essor de cette industrie. Nous reviendrons plus loin dans un chapitre spécial sur cette politique du gouvernement roumain.

Comme nous le montrons plus haut (voir page 12) la situation financière de la Roumanie était assez satisfaisante au début de la guerre. Le budget de l'année 1914 accuse un excédent de 28.095.000 lei, et la dette publique au 1^{er} avril 1914 était presque entièrement consolidée :

1 ^{er} avril 1914	lei	1 ^{er} avril 1920
Dette intérieure consoli-		
dée.....	133.862.452	2.433.862.452
Dette intérieure flottante	45.000.000	4.500.000.000
Dette extérieure consoli-		
dée.....	1.552.145.877	1.552.145.877
Dette intérieure flottante.	—	2.662.400.000
Total.....	1.731.008.329(1)	11.148.408.329

En comparaison avec les autres pays belligérants, la dette publique de la Roumanie n'est pas exagérée

1. 800 millions en Allemagne, 550 en France, 200 en Roumanie et 150 sur les autres marchés : Meaulle Lefevre, *la Roumanie*.

**TABEAU DES DETTES PUBLIQUES DES PRINCIPAUX ÉTATS
AVANT ET APRÈS LA GUERRE**

ÉTATS	AVANT LA GRANDE GUERRE						A LA DATE LA PLUS RAPPROCHÉE					
	Population en milliers	Date	Dette publique en million fr.	Annuité en millions fr.	Dette par habitant	Annuité par habitant	Date	Dette publique en millions fr.	Annuité en millions	Dette publique par habitant	Annuité par habitant	
Etats-Unis.....	106.653	30/VI/914	5.300	120	49 ⁷	1 ⁴	30/VI/20	125.400	5.300	1.176	49 ³	
Grande-Bretagne.....	46.089	1/VIII/914	17.900	615	407 ²	13 ³	31/III/920	196.800	8.700	4.269	188	
France.....	39.700	31/VII/14	34.000	1.300	857 ⁶	32 ⁸	1/1/20	238.500	10.100	5.727	243	
Italie.....	36.717	30/VI/14	15.650	540	426	14 ⁵	31/III/20	93.400	3.200	2.544	87 ³	
Roumanie.....	7.508	30/IX/14	1.600	109	219 ⁴	14 ⁴⁴	1/III/21	26.311	1.770	1.770	132 ⁶	
Allemagne.....	67.812	31/III/14	26.310	1.217	393 ⁶	15	30/VI/20	325.400	15.230	5.480	256 ⁴	
Suisse.....	3.937	1/1/14	1.500	101/2	360	20	30/VI/20	1.900	95	478	23 ⁶	

I. Lewis Gottlieb, membre du Public Service Commission à New-York.

en apparence. Ainsi si nous consultons ce tableau des dettes publiques des principaux Etats, nous voyons que la dette par tête d'habitant est 1.770 lei pour la Roumanie et de 5.727 pour la France, 5.840 pour l'Allemagne et de 4.269 pour l'Angleterre et que l'annuité par habitant est de 132,6 pour la Roumanie, 243 pour la France et 256 pour l'Allemagne.

Seulement en réalité, ces 132 lei pèsent infiniment plus sur le contribuable roumain qui est beaucoup plus pauvre que le français, anglais, allemand, etc., et qui surtout est soumis à un régime fiscal très injuste. Ainsi pour l'exercice 1914-1915 la répartition des impôts était la suivante : 38.200.000 lei pour les impôts directs et 117.950.000 lei pour les impôts indirects. Donc déjà une iniquité résultant de cette mauvaise répartition, qui grevait surtout les classes pauvres, beaucoup plus pauvres que dans les autres pays à cause de la mauvaise répartition de la terre. Mais même en ce qui concerne les impôts directs, basés sur la proportionnalité, la progressivité n'existant pas dans l'ancien système fiscal roumain, les charges fiscales pesaient surtout sur les classes pauvres. Ce n'est que dernièrement, en 1921, qu'on a voté et qu'on s'efforce — avec beaucoup de mal — à appliquer un nouveau système fiscal qui s'inspire du système actuel français (1). C'est l'ancien

1. Voir l'étude des *Réformes fiscales en Roumanie*, thèse Paris, 1921, par M. Michel Lazeano.

mauvais système fiscal et la situation de la Roumanie — ayant plus de la moitié du territoire occupée par l'ennemi — qui ont empêché le gouvernement de recourir aux impôts, même dans la plus ou moins faible mesure dans laquelle les autres Etats l'ont fait, pour solder la guerre.

Pendant toute la durée de la guerre il n'y a pas eu de budget, et même jusqu'en 1920 c'est le budget de 1916-1917 qui a servi de cadre fictif aux dépenses de l'Etat. Ce budget de 1916-17 qui a été fictivement prolongé plusieurs fois jusqu'au 31 mars 1920, s'équilibrait par 645.719.300 lei aux revenus et autant aux dépenses. Evidemment les revenus ont été beaucoup plus petits et les dépenses beaucoup plus grandes — 370.000.000 revenus et 1.027.000.000 dépenses ordonnancées. Pour l'exercice 1917-18 les revenus ont encore baissé à 187 millions et les dépenses ont été de 787 millions, ce qui donne un déficit de 600 millions.

Avec l'année 1918 l'occupation prenant fin, les revenus montent jusqu'à 419 millions, mais les dépenses atteignent 2.987 millions pour l'exercice 1919-20, ce qui fait qu'à la fin de l'année 1920 le total des sommes ordonnancées par le gouvernement depuis le début de la guerre — 1916 — était de 7.587 millions et le total des sommes encaissées, de 2.126 millions, soit un déficit de 5.462 millions. Pour la forme, ces sommes étaient inscrites ou bien comme

crédits budgétaires supplémentaires et extraordinaires ce qui a rendu le budget de 1916-17 prolongé, complètement fictif, ou bien comme des crédits extra-budgétaires (1).

Ce déficit de 5.462 millions a été couvert par des emprunts successifs :

Emprunt national 1916.....	333.000.000 lei
— de l'union nationale 1919....	310.000.000 —
— à la banque Nationale 1 o/o...	1.000.000.000 —
— — sans int.	1.500.000.000 —
— — 0,50 o/o.	1.000.000.000 —
— en bons du Trésor interne....	300.000.000 —
	5.543.000.000 —

Comme on peut se rendre compte, toute l'armature fiscale du pays, déjà vieille et rigide — avait été démolie par la guerre, et par une négligence inexplicable on a mis beaucoup trop de temps pour la remplacer.

* * *

Deux solutions se présentaient donc aux gouvernants roumains pour essayer d'enrayer cette crise générale : ou bien continuer avec les importations pour refaire au plus vite les forces de production du pays, même si cette importation avait fait baisser le cours de la devise nationale, ce qui à la fin aurait été un avantage pour les exportateurs roumains ; ou bien restreindre au minimum l'importation, refaire d'abord les finances publiques, rétablir la con-

1. M. Lazeano, *op. cit.*

fiance du public étranger dans ces finances, en restreignant le plus possible l'inflation monétaire, et en *reconstruisant dans la mesure du possible*.

Malheureusement, le gouvernement d'après guerre, sorti du premier suffrage universel de la Roumanie en pleine ambiance de démagogisme creux, ne s'est arrêté à aucune de ces politiques économiques suivies en lignes générales par les autres grands pays et a suivi une politique de tâtonnements, d'opportunisme, qui n'a fait qu'accentuer la crise, en ne reconstruisant que très peu et sans méthode, tout en augmentant l'inflation fiduciaire à tel point, que tout dernièrement la Banque Nationale, lui refusant sa confiance, lui a imposé à l'occasion d'un nouvel emprunt de 500 millions lei des conditions si lourdes de contrôle sur l'emploi de cet argent, qu'il a dû refuser (1).

Dans le rapport annuel du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Roumanie, conseil présidé avec beaucoup d'autorité par M. Bibicesco, nous relevons ces passages :

« Nous conseillions l'année passée le travail et l'économie, comme étant les seuls moyens par lesquels nous réussirons à reconstituer notre richesse. Malheureusement, notre attente ne s'est pas réalisée, et les espérances que nous formulions alors se sont transformées en déceptions. Nous, la couche diri-

1. D^r I. N. Angelesco, *La crise du change et notre politique économique* (Analele Statistice si economice. Buc., oct. 1921).

geante, nous n'avons pas déployé la tension nécessaire au travail de reconstitution ; plus même, nous avons produit l'impression que nous ne sommes même pas disposés à prendre sur nous ce lourd travail et que nous attendons que toute notre reconstitution nous arrive toute faite.

« L'explication ne peut être autre selon notre avis, que la croyance que nous nous sommes tous formés, non seulement nous autres, les Roumains, mais même les étrangers qui ont visité et étudié le pays pendant ces derniers temps, qu'une bonne et abondante moisson sera en état non seulement d'aider à la reconstitution du pays, mais même de l'achever.

« Fascinés par cette idée, nous avons attendu la moisson qui devait nous sauver — et comme lorsqu'on est suggestionné par une idée on la croit réalisable quelles que soient les conditions de fait — nous avons oublié que l'agriculture après la guerre est privée de tant de bras par la perte de huit cent mille braves tombés sur les champs de bataille, qu'elle manque d'animaux de trait dont le stock a considérablement diminué par la consommation exceptionnelle des armées d'occupation, qu'elle est aussi privée des outils agricoles qui ont été enlevés par les ennemis en retraite ainsi que le bétail ; et au lieu de tâcher d'y remédier nous avons permis une énorme importation d'objets inutiles et de luxe.

« Les attentes ne se sont pas réalisées ; la nature

même semble avoir tenu à nous rappeler, ce que nous pouvions d'ailleurs savoir par l'expérience du passé, qu'on ne peut rien faire de bon et solide sans labeur, sans recherches et sans sacrifices et par-dessus tout sans avoir le courage d'envisager la situation bien en face avec toutes ses difficultés... (1) »

* * *

Le total des emprunts accordés à l'Etat par la Banque Nationale est de :

11.800.000.000 lei, garantis par des bons du trésor en somme égale.

Pour l'acquittement de tous ces emprunts, l'Etat s'est engagé à verser à la Banque Nationale :

1) 300 millions par an à partir du 1^{er} janvier 1921 et 200 millions par an à partir du 1^{er} janvier 1922, ou au total 500 millions par an, inscrits dans le budget extraordinaire de 1921-22 ;

2) Les sommes que le Gouvernement obtiendra de la commission des Réparations ;

3) Les sommes qui seront obtenues de l'Allemagne pour la couverture du papier émis par l'armée d'occupation ;

4) Emprunts intérieurs ou extérieurs que le Gouvernement contractera (1).

* * *

1. *Correspondance Economique*, Bulletin officiel du Min. de l'Ind. et du Commerce. Bucarest, juin, 1921.

Au 1^{er} avril 1921, la dette publique, est ainsi répartie (1) :

Dette intérieure consolidée.....	3.733.862.452 lei
— flottante.....	12.150.000.000 —
— extérieure consolidée.....	1.552.145.877 —
— — flottante.....	2.872.284.918 —
Total.....	20.311.193.247

La partie la plus gênante de cette dette, c'est la dette extérieure flottante, 1.527.897.123 en bons du Trésor entre les mains des étrangers particuliers, et le reste de 1.344.387.795 envers les Etats alliés — France, Angleterre, Etats-Unis. D'après une interview accordée dernièrement, lors de son séjour à Paris, par M. Titulesco, ministre des Finances, il ressort qu'un arrangement a été conclu avec un consortium de banques parisiennes pour le payement de ces bons du Trésor des particuliers. Nous ne connaissons pas les détails de cet arrangement, qui n'a pas encore été rendu officiel.

Le budget pour l'exercice 1921-1922 (l'année budgétaire commence le 1^{er} avril) constitué sur les bases du nouveau système fiscal introduit récemment est le suivant (2) :

1. *Correspondance Economique*, Bulletin officiel du min. de l'Ind. et du Commerce. Bucarest, juin 1921.

2. M. Lazeano, *op. cit.*

Budget ordinaire

CHAPITRE PREMIER

Dépenses	4.981.250.893 lei
Revenus	5.220.000.000 »
Fonds pour ouverture de crédits. .	38.749.106 »

CHAPITRE II

Ministère des communications

Dépenses	2.142.149.063
Revenus	2.292.233.000
Excédent.	<u>150.083.937</u>

Budget extraordinaire

Dépenses. Liquidation	1.400.000.000 lei
— Réfection.	1.100.000.000 »
Revenus	2.500.000.000 »

La réforme fiscale rencontrant des grandes difficultés d'application, on s'attend à un nouveau déficit budgétaire.

Quant au budget extraordinaire, il est composé aux revenus de :

- 1° Créances contre les puissances ex-ennemies ;
- 2° disponibilités en devises étrangères — 96 millions de francs de l'emprunt contracté en décembre 1920 et 105.000 livres à la Banque Schroeder de Londres ;
- 3° les annuités payées par les paysans devenus propriétaires ;
- 4° l'impôt exceptionnel et progressif sur

la fortune (en discussion) ; 5° l'excédent budgétaire s'il existera (hélas, peu probable) ; 6° les revenus provenant de la mise en valeur de certaines richesses de l'Etat.

Comme dépenses, au chapitre de la liquidation sont inscrites : les annuités de la dette publique ; les coupons arriérés en Angleterre, France et autres pays jusqu'au 1^{er} avril 1921 ; dommages de guerre, et bons de réquisitions ; amortissement de la dette à la Banque Nationale, etc. Quant au chapitre des réfections, il est composé des dépenses des Ministères de l'Instruction publique, de la Guerre et des Communications, du service sanitaire et d'autres dépenses de reconstruction, prévues ou imprévues.

*
* *

La circulation fiduciaire au 30 avril 1921 était de 11.272.764.404 lei et elle était au 1^{er} mai 1920 de 4.532.294.994.

Le stock métallique aux mêmes dates était de 3.861.722.111 et de 1.520.222.044.

Nous n'avons pas la situation de l'or de la Banque Nationale pour l'année 1921, mais au 31 décembre 1920, la situation était la suivante (1) :

1.. *Correspondance Economique*, n° cit.

Or déposé :

Moscou. Or monnaies.	314.817.732.61	
» Or lingots. .	362.247.80	
	315.179.980.41	
Berlin, or monnaie. .	80.469.650 »	
Londres —	98.105.800 »	493.755.430,41
A la Centrale :		
Or monnaie. . . .	14.455.92	
— lingots	1.689.111.50	1.703.567,42
		495.458.997,83

Sur le sort de l'or déposé nous trouvons dans le rapport précité les renseignements suivants :... « En ce qui concerne l'or déposé, nous avons des informations reçues par différentes voies, qui nous autorisent à croire que notre or déposé au Kremlin est intact.

« Pour l'or de Berlin, en somme de 80 millions, nous nous sommes mis en correspondance avec la Reichsbank qui en est dépositaire et nous avons obtenu l'assurance que nous pourrions l'avoir à notre disposition quand nous voudrions. Il y a un malentendu entre nous et la Reichsbank, au sujet des intérêts produits par cet or, que nous avons réclamé pour le motif que sa destination ayant été changée pendant la guerre et ayant été employé en but de production, ce produit nous revient comme propriétaire de l'or. En ce qui concerne l'or qui se trouve déposé à la Banque d'Angleterre il est à notre disposition. »

CHAPITRE II

La crise résultant de l'application des deux réformes — agraire et électorale

La question de la propriété rurale ou plus exactement la question paysanne a été l'un des problèmes sociaux les plus débattus en Roumanie. C'est d'ailleurs le même problème qui s'est posé dans presque tous les pays agricoles à des époques différentes, et qui a suivi presque la même évolution, quoique différente en apparence. Le cadre de notre ouvrage ne nous permet pas de faire un historique plus complet de cette évolution ; nous en donnerons donc un aperçu succinct.

Dans un remarquable discours prononcé dans les séances du 26 et 27 mai 1917 à l'Assemblée constituante de Jassy (1) par M. le professeur et député Basilescu, nous trouvons un historique très clair de la question paysanne roumaine. D'après

1. Convoquée pour voter la réforme de la constitution dans le sens des deux réformes, le suffrage universel et l'expropriation des grands propriétaires terriens.

M. Basileco, « au commencement de la vie historique de ces pays, de ce peuple, c'est-à-dire sous la domination romaine de 106 jusqu'à 270 après Jésus-Christ, le propriétaire du sol était le travailleur du sol lui-même, son cultivateur » ; et il pose la question de savoir par quelles circonstances et sous quelles modalités et conditions on a éliminé ces propriétaires primitifs qu'on trouve plus tard remplacés par les seigneurs, propriétaires sans être cultivateurs. La réponse il la trouve dans le phénomène qu'on a constaté chez presque tous les peuples agricoles : l'insécurité et la dureté des temps des invasions et des guerres sans répit ont poussé les paysans à se mettre avec leur terre sous la protection d'un prince puissant, faisant naître en même temps le servage. Le caractère dominant de ce servage, c'est que le paysan est attaché à la glèbe — *adscriptus glebae* — que ni lui ni ses successeurs ne pourront jamais quitter et qu'ils doivent au maître une part du produit de la terre — 1/10 en général et des services personnels — douze jours de travail. La violence, les abus et la justice vénale et partielle de ces temps ont consolidé et perpétué cet état de servage.

Petit à petit les journées de travail se multiplient, deviennent innombrables selon le bon plaisir du maître.

La première réaction violente des paysans contre cet état des choses, fut la révolution de 1821, connue

sous le nom de Révolution de Tudor Vladimiresco, d'après le nom du chef du mouvement. Le résultat fut la consécration écrite de la coutume qui régnait alors, et pour la première fois apparaissent écrits les droits et obligations réciproques des propriétaires et des paysans. On peut constater que si les obligations des paysans ont été aggravées à travers les temps, leurs droits se sont conservés intacts, à savoir : *a*) obligation de laisser les paysans à leur foyer et sur les parcelles de terre possédées par eux, sans jamais pouvoir les transférer ailleurs ; *b*) Obligation de doter les nouveaux mariés jusqu'à concurrence de deux tiers de la terre du propriétaire-seigneur ; *c*) obligation de ne pas les expulser de sur la terre que dans des cas prévus par la loi (la coutume, avant).

Avec le temps, les besoins d'argent des seigneurs (boyards) augmentant, à cause des guerres et des intrigues auprès du Sultan pour avoir les trônes de Valachie et de Moldavie — ses vassales — la terre passa de leurs mains entre les mains de riches bourgeois, usuriers rapaces, grecs en général et juifs, qui rendirent la situation des paysans de jour en jour plus pénible. Plusieurs réactions violentes marquent les étapes de cette évolution. En 1848, les ondes de liberté qui arrivent de France donnent une certaine impulsion au mouvement naissant en faveur de la classe paysanne. Ce mouvement aboutit aux

réformes de 1864 connues sous le nom de « impropriation de Kogalniceano », premier ministre et auteur de ces réformes. Le législateur abolissant les liens existant entre le propriétaire et les paysans, liens découlant de l'ancienne coutume (voir plus haut) impropria en échange les 512.896 chefs de famille qui étaient alors en vie, sur 2.038.840 hect. des 7.998.000 hectares existants. Si les intentions du législateur ont été bonnes, en échange les résultats de la réforme furent déplorables.

En abolissant les liens séculaires qui existaient entre le propriétaire et les paysans, le législateur de 1864 fera naître une nouvelle classe de prolétaires, main-d'œuvre bon marché, parce qu'elle était nombreuse et pauvre, à la merci des entrepreneurs. En effet le propriétaire n'étant plus obligé de doter les nouveaux mariés de sur sa terre jusqu'à concurrence de deux tiers de son étendue, et en même temps les parcelles de 11,7 ou 4 hectares (d'après les charges de famille) sur lesquelles on venait d'improprier les chefs de famille n'étant pas indivisibles, après plusieurs générations il n'est resté presque rien de cette propriété paysanne. Mais même au commencement, les nouveaux impropriés, pauvres, abandonnés à leurs seules et propres forces, manquant de capitaux se sont vus dans l'obligation d'aller les emprunter chez le propriétaire, qui en leur imposant des conditions extrêmement lourdes, les ramenaient petit à

petit en état de quasi-servage. La situation empira donc de plus en plus. Poussés par la misère croissante, exaspérés par la rapacité des grands propriétaires — leurs maîtres — les paysans se révoltèrent de nouveau en 1907, et le sauvage déchaînement fut cette fois terrible. C'est alors que la question paysanne entra dans sa phase la plus aiguë. Les gouvernants s'en émurent, les grands propriétaires impressionnés par l'impétuosité du mouvement deviennent plus timides, et les projets de réforme commencent à prendre corps. Chaque parti politique se fait un point d'honneur de les inscrire dans son programme. En attendant, deux lois proposées par le parti libéral, alors au pouvoir, viennent améliorer l'état de la classe des paysans, et préparer l'avènement de la grande réforme. C'est la loi des contrats agricoles qui met un frein aux abus des grands propriétaires et adoucit l'implacable loi de l'offre et de la demande, et la loi organisant les associations paysannes pour l'affermage et l'exploitation agricole. En même temps on facilitait le crédit par l'encouragement des banques populaires, destinées à jouer un grand rôle dans le mouvement d'émancipation qui se prépare.

Nous avons cru utile de faire tout cet historique de la question paysanne, pour faire ressortir l'imminente obligation dans laquelle se trouvaient les gouvernements de la veille et d'après la guerre

de procéder à ces réformes, obligation rendue encore plus imminente par le voisinage bolchévique.

* * *

En 1914 les Chambres votent le principe de la revision de l'article 19 de la Constitution qui formait un obstacle à l'expropriation des grands propriétaires et ce n'est qu'en 1917 que l'Assemblée Constituante vota la réforme.

Elle fut appliquée tout de suite après la guerre par le décret-loi de 16 décembre 1918 par lequel 2.224.588,50 hectares furent expropriés, complété par la loi de 21 décembre 1920 qui ajouta 450.000 hectares.

Le critérium qui a servi à l'expropriation est le suivant : a) sont déclarés *expropriés intégralement* d'après les articles 5 et 6 du décret-loi du 15-28 décembre 1918 tous les terrains cultivables du Domaine de la Couronne et de toutes les personnes morales, politiques ou privées, des ressortissants des Etats étrangers et des absentistes.

b) Sont déclarés *expropriés d'après une échelle progressive* toutes les propriétés particulières ayant une étendue de plus de 100 hectares de terrains cultivables. Le prix (art. 18) des terrains expropriés ne pourra dépasser le prix régional d'affermage multiplié par vingt. Le paiement (art. 46) aura lieu en

titres de rente amortissables en cinquante ans et portant un intérêt de 5 o/o par an. Le paiement dû aux personnes morales aura lieu en rente perpétuelle portant un intérêt de 5 o/o par an. Afin d'alléger (art. 48) les charges des paysans impropriés et de les aider à la fondation de leur économie domestique et au paiement du prix d'achat du terrain, l'Etat contribuera jusqu'à 35 o/o du prix de l'expropriation.

Avant la réforme la répartition de la terre était la suivante :

Petite propriété jusqu'à 100 hectares : 4.379.713 ha.

Grande propriété au-dessus de 100 : 3.905.227 ha.

La moyenne de la petite propriété était de 3,2 hectares nettement insuffisante pour l'entretien d'une famille. Par contre 38 o/o de la grande propriété était représentée par des propriétés dépassant 1.000 hectares et se trouvant concentrés entre les mains de 428 propriétaires. La propriété moyenne, la plus utile pour l'économie d'un pays, n'avait que 10 o/o du total de la superficie cultivée.

La répartition de la propriété foncière lorsque la réforme sera achevée, sera à peu près celle-ci (1).

Petite propriété jusqu'à 100 ha : 7.367.809 ha.

Grande propriété au-dessus de 100 ha : 917.191 ha.

1. D'après l'exposé des motifs de la réforme agraire.

*
* * *

Evidemment ce grand changement brusque dans la structure de la propriété foncière du pays n'a pas manqué de produire une profonde perturbation dans l'économie nationale en général, l'agriculture ayant formé de tout temps en Roumanie l'élément principal de l'équilibre de sa balance commerciale.

D'autres méthodes avaient été préconisées avant la guerre, par des esprits plus pondérés et moins soucieux des intérêts immédiats de basse politique démagogique et opportuniste. Entre autres, on proposait de grever la terre des grandes propriétés d'une servitude de préemption en faveur des paysans y habitant, en rendant en même temps une partie de cette terre, d'après une échelle progressive, obligatoirement vendable, et en fixant les prix d'après les fermages locaux. En même temps on aurait facilité ces achats par des crédits à long terme et petits intérêts par l'office des Banques populaires, réorganisées comme banques d'Etat, et par l'encouragement des associations paysannes qui avaient pris déjà avant la guerre un essor assez sérieux.

Par cette méthode la petite propriété se serait formée toute seule, par ses propres forces et selon ses propres forces, sans ajouter à l'épuisement général du pays celui que la réforme faite a nécessité. Un

trriage sérieux aurait pu se faire en même temps entre les paysans à l'avantage des travailleurs attachés à la terre, et l'idée déjà trop répandue dans les campagnes, que l'Etat a la force de partager comme il veut et quand il veut les biens du pays, aurait été écartée.

Dans un projet soumis au parlement en 1918, M. Garoflid, économiste et spécialiste des questions d'économie rurale, actuellement ministre de l'Agriculture et auteur de la loi de 29 janvier 1921, préconisait une période de transition pendant laquelle la terre devait être d'abord affermée aux paysans qui auraient eu le temps de se faire à une culture plus intensive et pendant cette période, le travail obligatoire des champs aurait été introduit.

Mais comme nous le disions plus haut, la menace bolchévique a été plus forte et les considérations économiques ont dû céder le pas aux nécessités sociales.

Ce qui a fait que la crise de sous-production agricole n'a pu être conjurée. Avant la réforme, les grands propriétaires, pillés et dévastés par les armées d'occupation en Valachie, et par les hordes bolchéviques dans leur retraite en Moldavie, d'un autre côté, s'attendant à être expropriés, ont cessé toute amélioration dans leurs exploitations. Après la réforme, les paysans, nouveaux propriétaires, manquant d'installations, d'organisations dans leurs exploitations et surtout de capitaux, machines, animaux de trait, etc...

n'ont pu cultiver qu'une faible partie de la superficie cultivable. Le rendement fut inférieur à 14.97 hectolitres par hectare, moyenne de la petite propriété avant la guerre.

Ce tableau nous montrera mieux l'évolution de la crise :

Années	Hectares	Hectolitres
1914	5.104.101	88.113.813
1915	5.073.025	83.244.082
1917	902.659 (1)	10.887.698
1918	3.979.238	12.799.120
1919	3.735.341	57.843.631
1920	3.759.580	56.328.421

De sorte que la Roumanie grande exportatrice de céréales en temps normaux s'est vue obligée d'importer pour ses besoins intérieurs, 220.149 tonnes de céréales en 1919 et 21.988 tonnes en 1920. Ainsi les importations pendant l'année 1919 se chiffrent par 393.522 tonnes et 3.622.945.669 lei et les exportations par 108.879 tonnes et 103.891.198 lei (2).

Et la crise continue, tout en s'améliorant lentement, ce qui explique en grande partie, croyons-nous, le malaise économique dont continue à souffrir la Roumanie, malgré les immenses richesses qu'elle possède. Nous étudierons plus loin les mesures qu'on a prises, ou envisagées pour combattre cette crise.

1. En Moldavie seulement, la Valachie étant occupée.

2. D'après le *Bulletin semestriel de la statistique commerciale Min. Ind. et Com.* Buc., 1921.

CHAPITRE III

La crise résultant de l'union avec les provinces roumaines délivrées

Cette crise que nous osons comparer à une crise de croissance, s'est manifestée par des perturbations momentanées dans la structure économique générale du pays, perturbations provoquées par l'apport brusque des grandes forces nouvelles qui demandaient à être assimilées et consolidées. Cette crise a été d'autant plus sensible qu'elle a trouvé dans les quatre pays roumains qui par leur réunion ont formé la Roumanie d'aujourd'hui un terrain excessivement épuisé par une guerre terrible sans pareil dans l'histoire des peuples.

Par l'union avec les trois provinces roumaines délivrées, la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie, la Roumanie a plus que doublé son territoire et sa population.

Ces quatre pays roumains diffèrent entre eux non seulement par leurs conditions normales de vie, mais surtout par les régimes différents sous lesquels ont vécu leurs peuples jusqu'à présent. Chacun garde encore l'influence du régime sous lequel il a vécu

pendant des siècles, le régime hongrois en Transylvanie, autrichien en Bukovine et russe en Bessarabie.

Aucune réforme d'ensemble ne peut être entreprise sans étudier, pour en tenir compte, les trois régimes différents, étant donné qu'il est impossible de changer du jour au lendemain la législation d'un pays, même quand ses aspirations sont conformes à ce changement (1).

En même temps, l'ancien royaume lui-même est sorti de la guerre avec sa structure économique et sociale tellement changée, qu'il ne peut plus être question aujourd'hui de modifications partielles, mais de l'entière organisation d'Etat de la Nouvelle Roumanie.

Cette œuvre immense de reconstitution est à la base de toute la politique intérieure du pays, et d'elle dépend la force et la prospérité de l'Etat Roumain.

Malheureusement comme nous le disions au commencement de ce chapitre, cette reconstitution est rendue plus difficile et chaque réforme demande des sacrifices plus grands par la désorganisation et l'épuisement général résultant de la récente guerre.

Toutes les forces du pays sont occupées maintenant à réparer ce que la guerre a détruit, et à remettre sur pieds la production et la circulation

1. Voir un article de M. V. Bratiano dans *Democratia* de fév. 1919.

toutes les deux désorganisées. Parmi les premières mesures d'unification, qui se sont imposées le plus et ont été réalisées, l'unification monétaire occupe la première place.

Quatre sortes de monnaies, trois étrangères, les couronnes, les roubles et le papier émis par les Allemands pendant l'occupation circulaient après la guerre dans le pays, en même temps que la monnaie légale émise par la Banque Nationale en vertu de son privilège.

L'élimination de ces monnaies fortement dépréciées, qui augmentaient l'inflation fiduciaire du pays, déjà augmentée par la guerre, et gênaient le commerce entre les différentes provinces, et par là, leur unification définitive, s'imposait d'une manière absolue. Elle était appelée, si elle avait été bien faite, à améliorer le change de la devise nationale, en diminuant l'inflation. C'est juste le contraire qui est arrivé, l'inflation a été augmentée et le leu a baissé. Les causes ont été multiples, nous tâcherons de discerner les principales. Les modalités de la conversion ont été fixées par la loi du 12 août 1920 par le règlement du 12 août 1921, par les instructions du 7-12 septembre 1920 et par les journaux des Conseils des Ministres qui forment une collection d'ordres et contre-ordres se contredisant le plus souvent (1).

1. Voir la conférence de M.C.-G Dissesco : *L'Unification de la*

Mais avant, au mois de février 1919, fut ordonné l'estampillage des lei émis par les Allemands, des roubles et des couronnes. Cet estampillage était destiné d'un côté à empêcher l'introduction dans la circulation de nouveaux billets de l'espèce de ceux qu'on estampillait et d'un autre côté de faire connaître le montant exact de la circulation de ces monnaies. Aucun de ces deux buts n'a pu être atteint, et la cause en grande partie revient au système défectueux qu'on a employé. Ainsi, l'estampillage a été fait avec les cachets ordinaires des autorités chargées de le faire (limitativement), cachets que n'importe qui pouvait imiter après, ou même se procurer, ce que d'ailleurs on n'a pas manqué de faire. Ce qui a fait qu'une avalanche de roubles et de couronnes s'est abattue sur la Roumanie et a fait doubler la somme de ces monnaies existant dans le pays, malgré les strictes mesures prises à la frontière. Ainsi, lors de l'estampillage des couronnes, on a estimé qu'il y en avait moins de 5 milliards; lors de l'échange, il y en a eu 9 milliards. La contrebande était tellement rémunératrice, les couronnes valant deux fois plus à Bucarest qu'à Vienne, que les menaces du Gouvernement roumain ne les effrayaient plus. D'ailleurs la loi sur ce point était en effet par trop bénigne, ne

Monnaie en Roumanie, tenue au Cercle d'Etudes du Parti National Libéral le 8 déc. 1920 et publiée dans la revue *Democratia*, fév. 1921.

C. A. Tatarano

prévoyant que de vagues contreventions punies d'amende et de confiscations.

Un autre défaut de cette unification a été les lacunes qu'on trouve dans les lois sus-citées, et le manque de fermeté et de décision dans l'application de ces mesures votées. Ainsi, le gouvernement, au lieu de faire une loi complète établissant tout, dès le commencement, et prévenant les fraudes éventuelles comme on a fait en France par la loi de 1914, a fait une loi sommaire et incomplète qui a créé une atmosphère d'incertitude propice aux spéculateurs toujours mieux et plus vite informés que le reste du monde.

Ainsi la loi a fixé un terme pour faire les déclarations des couronnes sans dépôt effectif de ces couronnes. Ce n'est que plus tard qu'on a fixé un terme pour ce dépôt effectif. Entre temps, comme le taux de l'échange n'avait pas été fixé par le Gouvernement, la spéculation s'est donnée libre cours. Puis, même ces termes n'ont pas été respectés rigoureusement et on a accordé des délais de faveur pour ceux qui n'avaient pas fait leur dépôt à temps, et pour ceux qui n'avaient pas même fait la déclaration initiale.

Le taux de l'échange a été fixé à 50 centimes pour 1 couronne, et de 1 leu pour un rouble *Romanoff* et 40 centimes pour 1 rouble *Lwoff*.

Ce taux était de beaucoup au-dessus du cours du

jour qui était pour les couronnes de 0,25 lei pour une couronne.

Evidemment ce taux a été fixé pour ne pas léser les habitants des provinces nouvellement acquises, comme on a fait en France pour les Alsaciens et les Lorrains ; seulement, dans la loi roumaine n'existaient pas les dispositions qui existaient dans la loi d'unification française, pour empêcher que des spéculateurs et des étrangers puissent profiter de cet avantage accordé par la loi. Ainsi dans la loi française du 26 novembre 1918, l'article 4 § 2 prescrivait : « Les déclarations doivent contenir les indications suivantes : Nom, prénoms, domicile du déclarant, l'affirmation de la qualité d'Alsacien ou Lorrain, ou de ressortissant d'un pays neutre ou allié domicilié en Alsace-Lorraine avant le 1^{er} août 1914... l'attestation que les marks à échanger n'ont pas été introduits en Alsace-Lorraine après le 11 novembre 1918, date de l'armistice ». D'ailleurs la loi française prévoyait aussi une peine de six mois à deux ans, à part la confiscation des marks en cas de fraude.

Le paiement se faisait en Roumanie en deux fois, 60 0/0 comptant et 40 0/0 en chèques sur la Banque Nationale. Sur les sommes déclarées au-dessus de 100.000 lei, on a retenu 5 0/0 sur les 40 0/0 pour couvrir les dépenses de conversion.

Finalement l'unification a coûté 7 milliards et

de mi que l'Etat a emprunté à la Banque Nationale, 5 milliards le 1^{er} juin 1920 et 2 milliards et demi le 5 janvier 1921 (1). Cette somme dépasse de beaucoup les prévisions du Gouvernement.

* * *

D'autres problèmes tout aussi importants se posent pour compléter l'œuvre d'unification économique de la Grande Roumanie et parmi les plus urgents est celui des chemins de fer, qui avaient avant l'unification, d'autres points de gravitation : Bndapest et Vienne pour la Transylvanie et la Bukovine, et Odessa pour la Bessarabie, et qu'il faudra changer par Bucarest, Iassy et Galatz. Seulement, tant que ces trois crises dont nous venons de parler ne seront pas enrayées, leur résolution sera plus difficile.

1. Rapport du Cons. d'Administration de la Banque Nationale du 26 févr. 1921.

TROISIÈME PARTIE

Les Nouvelles Tendances économiques de la Roumanie

CHAPITRE PREMIER

Les lignes générales de l'ensemble de ces tendances

Par l'union avec les provinces roumaines délivrées et la réunion de presque tous les Roumains en un seul Etat, la Roumanie a non seulement plus que doublé son territoire et sa population (1), mais par sa nouvelle situation géographique, par les nouvelles richesses acquises et par les nouveaux besoins de ses habitants, — richesses et besoins qui s'harmonisent pour donner une production et une circulation nouvelles, — elle a transformé presque complètement sa

1. L'ancien royaume avait une superficie de 133.903 kilomètres carrés et une population de 7.897.311 habitants et la Roumanie actuelle a un territoire de 294.244 kilomètres carrés et une population de 16.262.177 habitants.

structure économique et est arrivée à former une entité économique qui lui faisait défaut jusqu'à présent. Elle est donc obligée à faire table rase de toute son ancienne politique économique pour s'en créer une autre qui soit en rapport avec les besoins tout à fait différents du nouvel Etat, et qui puisse les encadrer complètement.

C'est cette politique, ce sont ces tendances économiques nouvelles que nous essayerons de discerner dans les mesures gouvernementales, les lois et les écrits des économistes roumains.

Pour ce faire, nous nous proposons de donner dans les chapitres qui suivent, d'abord les lignes générales de l'ensemble de ces nouvelles tendances économiques, et puis les commencements d'application de ces tendances dans la politique économique du pays.

Nous ne croyons pas mal faire en citant au commencement de ce chapitre un article qui est presque un programme de gouvernement, que M. Vintila Bratiano, Economiste et leader du parti national libéral, a publié dans la revue *Démocratia* de février 1919.

« ...On peut dire que jusqu'à aujourd'hui l'Etat roumain n'était pas une entité économique. Étroite bande de terre le long du versant sud des Carpates, il ne pouvait pas avoir un plan économique propre, et il était plutôt un pays de transit de la vallée du

Danube. Par la réalisation de l'unité nationale nous rentrons dans un état normal, la Grande Roumanie étant à même d'avoir une *économie nationale propre*. Les montagnes qui comme une muraille divisaient d'une manière si anormale les pays et le peuple roumains, deviendront dorénavant l'échine du royaume dans ses frontières naturelles.

Jusqu'à hier, état exclusivement agricole, la Roumanie restera dans l'avenir aussi, par ses fertiles vallées du Danube, de la Theiss, les plaines de la Moldavie et de la Bessarabie, un *pays agricole de premier ordre*. Seulement, les caractères de l'agriculture d'hier changeront par les nouvelles conditions dans lesquelles nous allons vivre. L'expropriation est destinée à transformer l'actuel régime de la production, la petite culture pouvant devenir plus intensive que la grande. La hausse de la valeur des produits et sous-produits agricoles, l'emploi dans le pays comme matières premières industrielles d'un grand nombre de produits agricoles, exportés ou même non employés jusqu'à présent, introduiront dans les cultures, à part les céréales, d'autres produits employés jusqu'à présent d'une manière restreinte, comme les plantes textiles et oléagineuses.

La hausse de la valeur du bétail, la possibilité de mieux utiliser les montagnes qui ne seront plus une barrière, le développement intensif de la petite culture par l'expropriation, donneront à l'éle-

vage un développement inconnu jusqu'à présent. Ce changement dans la production du pays, donnera fatalement une *autre directive au commerce extérieur*. L'influence qu'aura eue la guerre dans les Etats consommateurs sur nos relations commerciales avec eux, la réunion avec les provinces de plus en plus importatrices de céréales comme la Bukovine, une partie de la Transylvanie et du Banat, changeront la nature de notre exportation. Le développement industriel qui s'annonce, l'amélioration de l'état de la population paysanne par l'expropriation, changeront de plus en plus le caractère de notre exportation qui se composait surtout de marchandises brutes et spécialement de céréales. Une grande partie des céréales exportées jusqu'à présent serviront à l'élevage. L'expropriation et la coopération dans les villages changeront elles aussi les conditions dans lesquelles se feront les échanges des produits aussi bien sur les marchés intérieurs que sur ceux étrangers. La classation des céréales, leur emmagasinage, leur transformation et leur vente en commun, permettront de traiter des stocks inconnus jusqu'à présent dans la grande culture.

Mais les conditions et les besoins qui s'annoncent, les matières premières des nouvelles régions, spécialement de la Transylvanie et du Banat, leur terre en général moins propre pour l'agriculture, donneront à la Roumanie un *caractère industriel* bien net

qu'elle n'a pas connu jusqu'à présent. Le charbon de Pétroshani et du Banat, le pétrole, les chutes d'eau qui sillonnent les Carpathes, et les Montagnes Occidentales, les gaz naturels feront de la Grande Roumanie un Etat possédant de l'énergie, qui pourra à son tour potentiellement celle du peuple roumain. L'énergie du moteur judicieusement employée arrive à décupler celle de l'homme qui le conduit. L'emploi des forces naturelles d'un Etat amplifie dans la même mesure celle de son peuple.

Cette industrie trouvera sa matière première dans les riches minerais de fer de Reshitza et Huneidoara, dans le plomb, l'airain et le sel du pays, dans les matières premières agricoles, animales et forestières.

Ayant les matières premières et l'énergie nécessaire, nous pouvons avoir la main-d'œuvre et le capital nécessaire. La main-d'œuvre sera procurée par une population avec une forte natalité, celle que l'expropriation et la consolidation de la petite propriété laissera disponible dans les campagnes. Les capitaux seront fournis d'abord, par une judicieuse impulsion donnée à l'actuel surplus de numéraire qu'il faudra petit à petit immobiliser par le Crédit industriel dans ces nouvelles sociétés industrielles ou dans la nationalisation des sociétés étrangères existantes. Puis les 3 milliards que l'expropriation mettra entre les mains des anciens grands cultivateurs devront être judicieusement acheminés

vers cette branche d'activité, pour ne pas transformer les anciens propriétaires en des rentiers improductifs pour l'économie nationale. Par une action bien coordonnée, nous trouverons le reste chez nos alliés. Par notre situation, à l'embouchure du plus grand et le plus beau fleuve de l'Europe, dotée par la Tisza, le Prut et le Nistre, de rivières collectrices, *la Roumanie pourra par ses ports maritimes devenir l'entrepôt de tout le bassin du Danube.* Les industries des zones libres qu'on créerait dans ces ports pourront transformer et assortir les produits exotiques qui viendront de toutes les mers comme le coton, le caoutchouc, le jute et les produits coloniaux.

L'utilisation de cette situation géographique exceptionnelle de la Roumanie, ainsi que la mise en valeur des produits agricoles et industriels, ne pourra pas se faire, si nous ne réorganisons pas en les développant beaucoup, les moyens de transport par terre mais surtout fluviaux et maritimes »

De cet article se dégagent les points généraux et principaux de la politique à suivre par la Nouvelle Roumanie pour arriver à la forme économique définitive et complète que ses nouveaux facteurs économiques lui imposent.

Ces points principaux, unanimement approuvés par les hommes d'état et les économistes et que nous retrouvons à la base des programmes de tous les partis

politiques de gouvernement roumain, peuvent se résumer de la manière suivante : Création d'une économie nationale propre par : a) *l'intensification et la commercialisation de l'agriculture* ; b) *la création d'une forte industrie* par l'utilisation des abondantes sources de force motrice et des grandes quantités de matières premières existant dans le pays ; c) *l'organisation d'un commerce* fort et indépendant par l'utilisation de la situation privilégiée de la Roumanie aux bouches du Danube et par une constante amélioration des voies de communication terrestres et surtout fluviales et maritimes.

CHAPITRE II.

L'économie Nationale

Nombreuses ont été les causes qui ont empêché la Roumanie d'avant la guerre d'avoir une Economie Nationale propre, et nous entendons par là une économie indépendante utilisant les matières premières, l'énergie motrice et les capitaux nationaux. Parmi les principales nous croyons discerner les suivantes : *a)* la situation politique ; *b)* la pénurie de capitaux disponibles ; *c)* le manque d'esprit d'entreprise ; *d)* le voisinage d'Etats beaucoup plus forts économiquement et politiquement.

* * *

Comme nous l'avons montré au commencement de cet ouvrage, ce n'est qu'en 1878 que la Roumanie a secoué définitivement et complètement le joug turc, pour devenir un pays libre et indépendant. Seulement, si par le traité de Berlin elle acquérait son indépendance, la Roumanie n'en restait pas moins

par sa situation géographique une barrière gênante sur le chemin d'expansion des deux grandes puissances : l'Autriche-Hongrie et la Russie, qui avaient le plus d'intérêt d'étendre sinon leur domination, au moins leur influence sur les peuples balkaniques. Le premier soin qui incombait donc aux gouvernements de la Roumanie, c'était d'éclaircir d'abord sa politique extérieure, d'assurer sa sécurité, même par des sacrifices économiques ou territoriaux. Ainsi elle abandonna, forcée, la Bessarabie à la Russie et signa un traité de commerce avec l'Autriche extrêmement désavantageux pour l'industrie et les manufactures roumaines (1).

Les préoccupations économiques cédaient le pas aux préoccupations politiques, d'autant plus que manquant complètement de capitaux, la lutte économique que la Roumanie aurait commencée avec ses voisins aurait été trop inégale.

Cette pénurie de capitaux a subsisté longtemps en Roumanie et peut s'expliquer de la manière suivante : D'abord, une grande partie des capitaux

* * *

1. Ce traité, ou plus exactement cette convention conclue avec l'Autriche-Hongrie le 22 juin 1875 pour une durée de dix ans, apparaissait au moment de sa conclusion comme un symbole de notre autonomie, et le gouvernement roumain la présentait comme une grande victoire diplomatique de la Roumanie, mal-

existants était entre les mains des grands agriculteurs qui les employaient avant tout aux perfectionnements, à l'intensification de leurs vastes exploitations agricoles, la plupart encore assez rudimentaires ; l'autre partie beaucoup plus faible était enfermée dans les Banques encore jeunes, pas assez développées pour pouvoir participer à la formation des sociétés industrielles et servant elles aussi l'agriculture sous forme d'avances qui aidaient les agriculteurs à attendre le moment propice pour la vente des produits. Le grand épargnant roumain n'hésitait pas pour le placement de son épargne, et neuf fois sur dix, il allait l'enfouir dans la terre, il allait augmenter le nombre déjà trop grand des latifundiaires et il fallait l'appât de gains fabuleux pour décider une très faible partie à déposer son épargne dans des industries telles que celle du pétrole et du bois.

Quant au petit épargnant, il se contentait ou bien de prendre son petit livret à la Caisse d'Epargne de l'Etat, ou dans une banque de confiance, s'il était ouvrier dans les villes, ou bien s'il était travailleur dans les champs il gardait sa petite épargne pour s'acheter des bœufs ou des chevaux qui l'aidaient à augmenter le rendement de son travail et plus tard, si son

gré que par cette victoire on étouffait toute tendance industrielle dans le pays. Ainsi par cette convention, l'Autriche-Hongrie s'assurait un débouché important par des exemptions douanières pour tous ses produits industriels, et même agricoles, à part la clause de la nation la plus favorisée.

épargne grossissait, il la gardait pour réaliser son grand rêve, le lopin de terre.

* * *

Une autre cause, peut-être tout aussi importante, est le manque d'esprit d'entreprise, le manque d'entrepreneurs. L'évolution économique de la Roumanie n'était par encore arrivée à former des individus capables d'animer des entreprises de plus grande envergure, de déplacer des forces créatrices de richesses nouvelles. Pour leur formation en général, deux éléments sont nécessaires : des capitaux abondants qui s'offrent, qui incitent au gain, et la concurrence, émulateur nécessaire pour entretenir, la volonté par la lutte. Or, les deux faisaient défaut en Roumanie avant la guerre ; les capitaux manquaient, comme nous venons de le montrer plus haut ; quant à la concurrence, elle n'était pas bien grande. Les Roumains, grâce à leur exportation de céréales, de pétrole et de bois, arrivaient à avoir une balance de commerce favorable, ce qui rendait la vie bon marché et les empêchait de voir que la farine qu'ils importaient, les meubles et les dérivés de pétrole étaient faits de leur propre blé, bois et pétrole.

* * *

Mais même si ces deux causes n'avaient pas existé, une autre plus forte inhérente à la structure

même de l'ancien royaume, était capable d'empêcher la formation d'une économie nationale plus complète et donc plus indépendante. C'était qu'étant obligée d'importer presque toute sa consommation d'articles industriels, la Roumanie devait développer au maximum son exportation de céréales, pétrole et bois pour contre-balancer cette importation.

Et, si étant donnés les besoins croissants de la population, d'autres industries s'étaient quand même formées, elles se voyaient gênées dans leur progrès par la puissante concurrence des industries similaires des États voisins, Autriche, Allemagne, etc. plus riches en capitaux, plus concentrées, travaillant donc dans des conditions beaucoup plus avantageuses, mieux outillées et pourvues d'immenses stocks de matières premières. A cette supériorité technique et financière, on opposait une seule arme, le protectionnisme, arme à deux tranchants, parce que si d'un côté il défend l'industrie nationale, d'un autre côté il lui enlève l'élément émulateur, la concurrence, qui pousse au perfectionnement. Une autre arme se présentait encore. C'étaient les capitaux étrangers, assez abondants avant la guerre et dont on a largement usé dans l'ancien royaume. Seulement, comme il était naturel, ces capitaux allaient justement vers les branches d'industrie existantes, ayant un rendement plus grand et plus sûr, industries d'export possédant abondamment des ma-

tières premières, industrie du pétrole, industrie du bois et de la meunerie.

Et alors ce cercle vicieux menait fatalement au développement unilatéral de l'Economie nationale, maximum de *céréales* par l'agriculture, maximum de *pétrole* par l'industrie extractive et maximum de *bois* pour pouvoir boucler une balance de commerce convenable, mais qui ne pouvait pas donner au pays son indépendance économique.

La dernière guerre a fait ressortir les dangers de cette dépendance, quand isolée de ses alliés naturels, la Roumanie a dû s'imposer une neutralité de deux ans, faute de matériel et d'approvisionnement de guerre suffisant, ou bien quand, après la guerre ayant ses chemins de fer complètement désorganisés par la destruction des ponts, des locomotives et des wagons et son industrie se montrant insuffisante pour les réparer assez vite, elle a dû subir assez longtemps les conséquences désastreuses de l'arrêt presque complet de sa circulation ferroviaire.

*
* *

La majeure partie de ces obstacles à la formation de l'économie nationale roumaine a disparu depuis la guerre et l'union avec les pays récemment délivrés.

La Roumanie est sortie de la guerre avec sa situation politique consolidée, ses soldats morts pour le

Droit et la Liberté lui ont définitivement gagné sa place dans l'aréopage de la Civilisation et par ses traités d'alliance défensive et son armée, puisque malheureusement c'est encore elle la grande garantie de la paix, elle sera toujours assez forte pour inspirer à ses voisins, même quand ils sont aveuglés par la lumière trop rouge du bolchevisme, le respect de sa souveraineté.

*
* * *

Le deuxième obstacle, celui formé par le manque de capitaux disponibles, s'il subsiste encore en grande partie, il n'en est pas moins vrai que plusieurs changements survenus depuis dans la vie économique du pays pourront petit à petit le faire disparaître.

D'abord par l'union avec les autres provinces, surtout la Transylvanie et la Bukovine, toutes les deux moins agricoles, importatrices même de céréales et en échange beaucoup plus industrielles que l'ancien royaume, apporteront à l'économie nationale une grande partie de leurs capitaux, capitaux placés avant dans les industries austro-hongroises.

Mais à part ces capitaux liquides, ces provinces apporteront, ce qui est encore plus intéressant, d'autres capitaux sous forme de vastes entreprises industrielles avec leurs installations toutes faites, et

en même temps des grandes quantités de matières premières qui n'existaient pas dans l'ancien royaume et qui sont indispensables pour une organisation industrielle complète, comme le charbon, le fer et les gaz naturels. Nous étudierons plus loin, quand nous parlerons de l'industrie nationale, cet apport des matières premières des provinces réunies.

A part ces capitaux apportés par ces provinces, récemment réunies à la Mère Patrie, d'autres résulteront des deux phénomènes récents, l'inflation monétaire et l'expropriation des grands propriétaires ruraux. Ainsi M. V. Bratiano dans un article publié dans la revue *Democratia* (1), et un grand nombre d'économistes roumains, sont d'avis que cet apport sera capable de faciliter la création d'une industrie nationale. « L'abondance de numéraire que la guerre a laissé et qui s'accroîtra encore par les 2 ou 3 milliards de lei que les grands propriétaires recevront par l'expropriation, si elle sera bien orientée et conseillée, facilitera la création de l'industrie nationale. »

Personnellement, nous ne sommes pas aussi optimistes sur ces deux sources de capitaux. D'abord, il est prouvé que l'abondance de numéraire ne peut pas faire de capitaux nouveaux disponibles étant donné que les prix, par le jeu fatal de la théorie quantitative, ont monté en proportion presque égale et ont provoqué

1. Mai 1919.

des besoins de capitaux beaucoup plus grands. Nous nous permettrons de citer l'opinion de notre illustre professeur d'économie politique, M. Rist, à son cours... « Cette abondance n'a pas créé le bon marché du taux de l'intérêt ; on a vu, au contraire, le taux des emprunts d'Etats s'élever graduellement de $4\frac{1}{2}$ o/o ; à 5 o/o puis à 6 o/o. C'est une des plus belles illustrations de cette vérité très ancienne, que les économistes, ne se lassent pas de répéter que la monnaie n'est pas le capital, qu'abondance de monnaie n'est pas abondance de capital. Cela tient à cette raison qu'en général l'abondance de monnaie en provoquant la hausse des prix provoque en même temps des besoins de capitaux disponibles, des besoins d'épargne beaucoup plus considérables qu'auparavant ; c'est le cas normal. C'est ce qui s'est passé avant la guerre où l'on a assisté à une augmentation considérable de la monnaie métallique, abondance qui, elle aussi, au lieu de se traduire par une baisse du taux de l'intérêt s'est traduite par une hausse graduelle de l'intérêt de 1895 à 1914. C'est que cette abondance monétaire en créant des revenus plus abondants créait également un esprit d'entreprise plus vif, une demande de capitaux plus considérable, demande qui a dépassé l'abondance créée par la monnaie même, d'où hausse du taux de l'intérêt. »

Quant aux milliards procurés par l'expropriation,

nous sommes d'avis qu'il sera très difficile de les distraire de leur ancienne fonction, et nous croyons que pour quelque temps ils suffiront à peine à l'exploitation agricole. En effet, les grands propriétaires qui les recevront ont eu d'abord leurs installations agricoles, leurs machines, outils et bestiaux détruits par la guerre, et auront un besoin imminent de capitaux pour les remettre en état, capitaux d'autant plus grands si on tient compte de la hausse des prix et de la baisse du leu.

D'un autre côté, ces mêmes propriétaires expropriés d'une grande partie de leur terre, seront obligés de faire sur ce qui leur reste, de l'agriculture intensive, pour pouvoir lutter avec la crise de main-d'œuvre très prononcée depuis l'impropriation des paysans, et nous savons que l'agriculture intensive demande beaucoup plus de capitaux. C'est en même temps d'un intérêt pressant de mettre fin à la crise agricole qui pèse si lourdement sur la situation économique du pays. Nous croyons donc, qu'au contraire, il ne faudra pas distraire un leu des milliards procurés par l'expropriation et les employer tous au progrès de l'agriculture, parce que nous sommes convaincus que pour le moment, ce n'est qu'en augmentant le plus possible le débit des sources de richesses existantes qu'on pourra arriver plus vite à en créer d'autres.

On peut nous objecter que beaucoup d'anciens

agriculteurs, privés d'une partie de leur terre, renonceront à l'agriculture pour devenir des industriels et l'objection en effet ne manque pas d'une certaine vérité. Seulement, nous ferons observer que des trois catégories de propriétaires fonciers expropriés — très grands, grands et moyens — les deux premiers conserveront quand même assez de terre pour être tentés de continuer leur exploitation, surtout par ces temps de cherté des produits alimentaires ; quant aux troisièmes, la plupart des paysans cossus, agriculteurs de père en fils, d'abord, ils sont très peu nombreux, 10 0/0 (voir plus haut page 42), et leur apport ne pourra pas être considérable, et puis ils se décideront difficilement, au moins la première génération, de changer leur métier traditionnel, et de briser leurs liens avec la « Sainte Terre ».

Nous ne croyons évidemment pas que ce profond changement dans la structure foncière du pays, n'aura aucune répercussion bienfaisante sur l'économie nationale, mais nous croyons que cette répercussion ne se fera sentir dans toute son ampleur que plus tard, quand les conséquences néfastes de la guerre auront diminué et quand la production se rapprochera plus de la production normale.

*
* *
*

En tout cas, ces trois événements, l'union avec les pays délivrés, l'inflation monétaire et l'expropria-

tion, ont eu une influence certaine sur l'esprit d'invention et d'entreprise du peuple, ces deux éléments essentiels pour l'économie nationale d'un pays, parce que ce sont eux qui arrivent à équilibrer les forces créatrices de richesses nouvelles et donc, de capitaux nouveaux, en les déplaçant d'où elles se trouvent trop concentrées pour les transporter là où le besoin les appelle.

D'abord, par l'union avec la Transylvanie et la Bukovine, cette tendance vers l'invention et l'entreprise, sera stimulée par la population de ces deux provinces, beaucoup mieux préparées dans cette direction et avec une organisation économique plus complète. Cette préparation et cet esprit d'organisation vient d'abord du fait que ces pays étant moins agricoles, leurs habitants ont dû chercher ailleurs le placement de leur activité, et ont échappé aux liens patriarcaux que fait naître l'agriculture. A part cela, la domination magyare même, excessivement chauviniste et harcelante, sous laquelle ils ont vécu pendant des siècles, a entretenu en eux l'esprit de lutte, de persévérance et d'ingéniosité et en même temps les a mis en contact avec la civilisation austro-hongroise plus vieille et plus complète.

La guerre et l'inflation monétaire ont eu comme dans tous les pays, une très forte influence sur l'esprit d'entreprise du peuple roumain. La vie plus chère et plus difficile, l'abondance de monnaie qui

en est la cause, a stimulé le goût des affaires, surtout des affaires qui rendent, qui enrichissent plus vite comme l'industrie et le commerce. La mort, qu'on a frôlé si souvent pendant la guerre, a rendu la soif de vivre plus vive, et comme les moyens de l'assouvir sont devenus plus rares et plus chers, l'homme a décuplé son ingéniosité pour les avoir quand même, en plus grande quantité et avec le moins d'efforts possible.

*
* *

Ces deux tendances dans l'Economie Nationale roumaine — augmentation des capitaux et stimulation de l'esprit d'entreprise — la statistique, les concrétise dans des données précises sur les nouvelles formations de sociétés commerciales ou industrielles, ou sur les augmentations des capitaux des anciennes.

Ainsi d'après la statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce, l'évolution des sociétés par actions a été la suivante (1) :

Pendant l'année 1919 on a enregistré les nouvelles fondations de sociétés et les augmentations de capitaux suivantes :

1. *La Roumanie Economique*. Bulletin du Min. de l'Ind. et du Com. Buc., 1921.

	Nouvelles fondations		Augmentations	
	N°	Lei	N°	Lei
<i>Sociétés commerciales</i>				
Banques	39	280.210.000	88	797.515.000
Soc. d'assurances . . .	1	4.000.000	7	29 400.000
— immobilières . . .	2	20 200.000	2	6.000.000
— commerciales . . .	81	141.482.000	28	69.343.000
<i>Sociétés industrielles</i>				
Ind. forestière et du pa-				
pier	6	132.700.000	5	17.025.000
— métallurgique . . .	4	31.000.000	2	10.000.000
— de la chaux et du				
ciment	—	—	3	13.800.000
— des arts graphi-				
ques et imprime-	16	70.520.000	5	31.600.000
ries				
— des tissus et con-	9	36.000.000	2	4.000.000
fections				
— de constructions				
de toutes sortes .	12	80.850.000	1	2.000.000
— alimentaires . . .	11	61.600.000	4	27.800.000
— du transport . . .	6	7.000.000	6	58.100.000
— du gaz et électri-				
cité	—	—	—	—
— des produits chi-				
miques	8	33.450.000	1	4.400.000
— du pétrole	14	365.830.000	12	148.900.000
— mines et fourneaux	14	84.700.000	3	14.000.000
— de la verrerie . . .	—	—	1	300.000
— de la minoterie . .	4	8.210.000	1	2.500.000
— diverses	22	95.970.000	6	7.230.000
Total	249	1.453.722.000	177	1.243.913.000

TABEAU DES PROPRES RESSOURCES (2)
(capital et réserves)
DES GRANDES BANQUES ROUMAINES

BANQUES	1915	1916	1917	1918	1919	1920
	en 1.000 lei					
Marmorosch						
Blank et Co...	35.000	35.000	35.000	44.500	147.425	265.000
Banque de crédit						
Roum.....	30.350	31.300	31.300	31.300	37.000	97.000
Banca Gen. a Ta-						
rei Rom.....	20.000	34.000	34.000	34.000	34.000	107.300
Banca Romane-						
asca.....	28.115	40.321	40.321	41.156	72.537	237.366
Banca Com. Ro-						
mana.....	82.542	14.094	14.094	14.094	31.494	65.294
Banque agricole.	12.712	28.712	29.111	29.237	63.430	175.430
Banque d'es-						
compte.....	11.042	11.258	11.258	18.466	48.765	100.765
Banca Comertu-						
lui de Craiova.	82.945	16.079	16.079	16.079	51.334	126.500
Total....	179.706	210.764	211.163	228.832	486.185	1.174.655

TABEAU COMPARATIF DES DERNIERS BILANS (1)
DE LA BANQUE MARMOROSCH, BLANK et Co.

Capital social entièrement versé..... 125.000.000 Lei
Réserves 140.000.000 Lei

	1916	1917	1918	1919
Capital.....	20.000.000	20.000.000	20.000.000	75.000.000
Réserves.....	15.000.000	15.000.000	24.500.000	72.425.000
Fonds d'am. palais de la				
Banque.....	1.500.000	1.500.000	1.000.000	1.000.000
Dépôts.....	53.025.173	75.460.920	119.838.627	728.090.074
Cred. en. ct. crt.....	15.467.991	8.571.448	33.016.611	356.071.902
Caisse.....	18.751.400	12.639.625	72.419.405	585.063.461
Cor. à l'étranger.....	1.146.273	—	—	—
Portef. escompté.....	29.881.312	35.809.749	82.051.924	38.539.388
Effets publ. et act.....	12.991.236	13.194.305	18.150.953	14.214.841
Avances.....	41.914.959	39.212.611	54.997.595	430.380.928
Ct. cour. débiteurs.....	12.291.117	8.687.852	19.763.249	76.428.693
Banques affiliées.....	951.540	1.092.091	1.261.731	—
Particip. (consort. et à dif.				
ind.).....	107.743	107.743	137.744	50.523.936
Bénéfice net.....	5.979.525	5.145.432	6.048.547	20.701.064
Dividendes.....	9 0/0	9 0/0	11 0/0	14 0/0
Dep. de valeurs.....	111.827.674	126.332.542	200.883.993	1.320.477.432

1. Il est à remarquer dans ces bilans, l'augmentation de plus en plus accentuée du chapitre des « Participations » à la reconstitution de différentes industries.

BANCA ROMANEASCA, BUCAREST (2)

Capital social pleinement versé.. 160 millions Lei

A l'origine..... 17.500.000 Lei

Réserve..... 77.336.406

	1915	1916-1917	1918	1919
Capital	25.468.350	34.871.000	34.871.000	60.000.000
Fonds de réserve.....	2.647.225	5.457.243	6.285.215	12.737.036
Compt. crt. crédit. et dépôts.....	41.736.342	67.989.257	107.389.672	220.592.549
Ct. crt. débiteurs.....	62.947.509	79.285.577	102.589.625	265.047.240
Portefeuille.....	80.688.282	34.297.873	27.450.063	38.084.722
Effets ct. crt.....	41.786.411	51.852.641	58.380.622	117.736.420
— publics.....	6.818.063	17.019.884	17.860.432	38.829.943
Immeubles.....	1.209.000	2.538.000	3.600.000	2.000.000
Caisse.....	6.552.693	989.009	12.503.215	58.282.235
Dépôts à retirer..	8.541.630	27.024.868	44.741.566	139.816.292
Effets publics en gage..	5.527.037	12.881.892	14.829.308	117.736.420
Marchandises.....	62.961.465	69.995.311	80.729.327	142.736.066
Hypothèque et ces.....	5.536.195	11.830.789	7.418.872	15.255.496
Bénéfice brut.....	2.877.706	6.032.820	4.637.728	8.793.565
Bénéfice net.....				

**TABLEAU DE L'ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS
COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (3)**

	N°	Banques Capital lei	N°	Sociétés industrielles Capital Lei	N°	Sociétés diverses Capital	N°	Total Capital
1913	197	215.803.825	168	435.967.951	64	70.333.070	428	722.104.846
1918	214	320.386.271	172	609.013.411	69	72.158.803	455	1.001.558.485
1919	234	795.121.785	214	912.163.411	125	173.230.803	573	1.880.515.999
1920	265	1.442.948.285	353	3.154.003.411	175	352.222.953	793	4.949.254.649
1921								

2. *Les Forces économiques de la Roumanie.* Bulletin de la Banque Marmosch, Blank et C°. Buc., 1920.

3. *La Roumanie Economique, op. cit.*



Il reste à savoir s'il peut être utile, quand le capital national ne pourra pas suffire pour mettre en valeur une richesse, de recourir aux capitaux étrangers plutôt que de différer cette mise en valeur. Nous irons même plus loin et nous nous demanderons, si un Etat a le droit devant l'humanité civilisée, de la priver pendant quelques temps du surplus de bien-être que ces richesses nouvelles pourraient lui procurer, pour le simple motif que lui-même en profiterait moins pour le moment. Et sans le vouloir, nous pensons que les murs chinois n'existent plus depuis longtemps que comme des curiosités du passé, et que toute richesse de la terre appartient à l'humanité tout entière. Malheureusement, si la civilisation est arrivée à proclamer ces vérités, elle n'est pas encore arrivée à pouvoir les imposer. En attendant, cette argumentation par trop idéaliste n'a pas beaucoup à voir dans la politique économique d'un pays, dans laquelle d'autres préoccupations doivent primer comme la sécurité du pays, et la défense des intérêts des nationaux et des générations futures.

Nous adoptons donc l'opinion de M. le professeur Angelesco, qui croit qu'il faut ouvrir les portes aux capitaux étrangers sous certaines conditions concernant la sécurité et l'indépendance du pays (1).

1. *La Politique économique de la Grande Roumanie*. Buc., 1921.

« Pouvons-nous mettre en valeur toutes nos richesses rien qu'avec le capital national, ou bien devons-nous ouvrir nos frontières au capital étranger ? » et après avoir étudié l'abondance de numéraire qu'il se refuse à considérer comme capital, la production en céréales, bois et pétrole qu'il trouve insuffisante, l'emprunt d'Etat qu'il considère, en l'espèce, comme une mauvaise affaire : « l'Etat ne peut contracter des dettes que pour des opérations destinées à augmenter ses revenus et, indirectement, ceux de chaque entrepreneur, mais il n'a pas le devoir ni la possibilité de financer des entreprises privées, car non seulement il ruinerait les finances publiques mais il ne poserait même pas une base solide à l'entreprise à laquelle il aurait voulu venir en aide. Il est donc naturel que pour la grande majorité des entreprises privées, on ouvre les frontières à la participation du capital étranger sans préférence d'un capital étranger quelconque ».

« Sans préférence d'un capital étranger quelconque » nous semble téméraire sous la plume d'un économiste roumain ! Nous ne nous imaginons pas que M. le professeur Angelesco ait pu oublier si vite combien lourdement pesait sur l'économie roumaine la main accaparatrice de la finance allemande, et tous les sacrifices qu'on a dû faire pour s'en débarrasser un peu. Nous croyons que puisque le recours aux capitaux étrangers n'est qu'un pis aller, nous

devons au moins profiter d'un des bons côtés que présente cette collaboration, celui de resserrer encore plus nos relations avec les nations qui nous ont aidés à reconquérir notre liberté complète, nations qui par leur civilisation, leur situation géographique et la politique qu'elles ont toujours suivie, ne constitueront jamais une menace pour la sécurité et l'indépendance économique et politique du pays.

« Nous devons toutefois bien expliquer que l'apport étranger doit venir sous forme d'outillage et de certaines matières premières. Le travail, depuis le plus fini jusqu'au plus brut, sera roumain, et la répartition du produit en sera faite conformément aux lois intérieures relatives au régime économique et la réglementation des rapports de travail. Un accaparement par les étrangers de certaines de nos sources de richesse n'est plus à concevoir aujourd'hui, lorsque les mouvements ouvriers et les nouvelles vues, dans la question des rapports de travail, empêcheraient plutôt le fonctionnement d'une entreprise dont la direction serait dans des mains étrangères. Le capital et l'expérience étrangers doivent se trouver à côté du capital et de la main-d'œuvre du pays roumain comme participants et auxiliaires.

Il y a cependant certaines entreprises économiques dont dépend la défense nationale ou qui conditionnent à tel point le fonctionnement de toute l'économie nationale qu'elles rendent nécessaire l'exclu-

sion de tout élément étranger de leur direction. Ainsi serait, par exemple, l'exploitation des sources d'énergie, des moyens de communication, des ports, etc.

Ici, le capital étranger peut être appelé aussi, mais pas comme participant. Les entreprises de cette sorte lorsqu'elles seraient organisées sous forme de sociétés par actions, au lieu de monopole de l'Etat, ne peuvent pas avoir leurs actions dans des mains étrangères pour donner à celles-ci le droit à la direction.

Toutefois, outre ce capital en actions pour la constitution et la direction des entreprises, il peut y avoir besoin d'un capital d'opérations plus grand. C'est là que peut être appelé le capital étranger dans n'importe quelle proportion, en lui offrant, en dehors des intérêts, la participation même aux bénéfices. »

Encore dernièrement, à l'occasion d'un grand Congrès tenu à Bucarest, le parti politique national libéral a inscrit dans son programme de gouvernement, dans une formule peut-être un peu plus intransigeante, la même politique économique : « en ce qui concerne la politique économique en général, le point de vue du Parti National Libéral est connu depuis longtemps : développement des richesses du pays d'abord par le travail, l'initiative et les capitaux roumains. Par cette politique, nous avons assuré jusqu'à hier l'indépendance économique de la

Petite Roumanie ; nous assurerons celle de la Grande Roumanie par la même politique. Une telle politique n'exclut pas la collaboration des capitaux étrangers, mais elle demande avec ces capitaux des rapports d'honnête et fraternelle collaboration, et non des liens d'infériorité ou d'accaparement dangereux pour la souveraineté nationale, qui laisserait le peuple roumain pauvre dans l'un des plus riches pays.

Notre collaboration avec l'étranger doit être basée sur l'accord des intérêts respectifs, sur une commune confiance et sur une juste rémunération du travail et de la capacité de chacun, sous la constante préoccupation des intérêts généraux et de l'économie nationale roumaine. »

CHAPITRE III

L'agriculture

Le programme de la politique économique de la Roumanie, en ce qui concerne l'agriculture, se divise en deux parties ; — une partie comprenant les mesures immédiates, nécessaires pour remédier au plus vite à la crise de sous production (voir plus haut page 36) résultant des destructions de la guerre et de la réforme agraire ; et l'autre partie, comprenant les mesures moins urgentes, plus générales, tendant à donner à cette branche de production toute l'ampleur que la technique moderne lui permet.

* * *

Le premier souci du gouvernement après la guerre a été donc de parer à la crise de sous-production agricole, en recherchant les causes et en y apportant des remèdes.

Les causes essentielles de cette crise peuvent être résumées de la manière suivante : a) les destructions

et la désorganisation des exploitations agricoles par la guerre ; *b*) l'incertitude sur le sort de la propriété rurale découlant de la réforme agraire en cours d'application ; *c*) le manque de capitaux ; *d*) la crise des moyens de transport.

A ces maux, l'Etat a essayé de répondre soit par des distributions d'outils des dépôts abandonnés par les armées d'occupation dans leur retraite précipitée, soit par des distributions d'animaux de trait achetés dans les régions moins éprouvées comme la Transylvanie et la Bukovine, ou cédées par les anciens ennemis en vertu du traité de Versailles, soit en achetant des semences et en les distribuant aux agriculteurs, avec l'obligation de les restituer à la moisson prochaine (1). En même temps le Gouvernement a activé le plus possible les travaux d'impropriation pour fixer la propriété rurale et rendre aux nouveaux propriétaires la quiétude nécessaire pour les inciter à une culture plus intensive de leur terre. Une loi de 21 décembre 1921 a complété l'impropriation en ajoutant 450.000 ha. aux 2.224.588 ha. déjà expropriés et a comblé quelques lacunes du Décret-Loi de 1918. Ainsi pour empêcher le morcellement continu de la propriété on prévoit comme limite maxima des parcelles indivisibles, 2 ha. pour les terres situées à la plaine et 1 ha. pour celles situées à la montagne, (art. 127). Nous trouvons

1. Voir à la Question agraire en Roumanie, page 45.

cette limite beaucoup trop basse, et nous nous étonnons que M. Garoflid, auteur de la Loi qu'on n'a jamais pu causer de démagogisme et qui a toujours préconisé la limite de 7 ha. pour une bonne exploitation, ait pu changer si diamétralement d'avis (1). Plus loin les articles 128 129 du projet prévoient la transmission intégrale de la parcelle à un seul héritier. Un autre oubli réparé par la sus dite loi est la réserve de 30.000 ha. que l'Etat destine à la formation de fermes modèles dans toutes les régions, pour perfectionnements et expériences de cultures. En attendant, en ce moment on a affermé ces parcelles de 30 à 40 ha. à des agronomes sous certaines conditions de culture.

Pour remédier au manque de capitaux, l'Etat à encouragé le plus possible les coopératives et les associations paysannes.

Déjà avant l'année 1900 dans l'ancien royaume de Roumanie les conditions de crédit pour les paysans étaient très difficiles. Ceux-ci ne pouvaient trouver du crédit qu'en payant des intérêts très élevés et la plupart du temps l'intérêt était pris en travail, les prêteurs des paysans étant des propriétaires et des fermiers qui spéculaient sur leurs besoins.

Pour venir en aide à la population rurale, l'Etat a créé en 1892 une institution destinée à satisfaire les besoins de crédit des villageois. Mais cette insti-

1. Garoflid, *la Question agraire en Roumanie*.

tution qui portait le nom de « Crédit agricole » n'a pu donner de bons résultats.

A partir de l'année 1892, sur l'initiative des prêtres et des instituteurs, un mouvement coopératif a commencé par la création des banques populaires, création basée spécialement sur les principes du système Raiffeisen et Schulze Delitsch. Ces banques avaient la mission d'une part de faciliter les conditions de crédit dans les villages et d'autre part, de remplacer l'organisation d'Etat du « Crédit agricole ».

Le développement pris par les banques populaires ressort des données suivantes (1) :

En 1901 :	256	banques	20.604	soc.	Capt.	1.900.000	lei
En 1904 :	1.625	—	121.786	—	—	6.700.000	—
En 1907 :	2.223	—	295.325	—	—	27.500.000	—
En 1910 :	2.656	—	454.187	—	—	61.500.000	—
En 1913 :	2.901	—	583.632	—	—	107.000.000	—
En 1919 :	3.144	—	678.061	—	—	243.800.000	—

Le bilan général des Banques populaires de l'ancien royaume clôturé au 31 décembre 1919 montre que les banques populaires possédaient à cette date un fonds de réserve de 19.230.000 lei, que les dépôts à fructifier se montaient à 100.200.000 lei et les effets à payer à 50.320.000 lei.

Ces fonds sont placés en : prêts aux indigènes.

1. *La Roumanie Economique*, op. cit.

250.200.000 lei, dépôts aux caisses centrales et aux fédérales 69.650.000 lei; participations 14.761.460 lei (1).

Dès 1904 il a été créé la Caisse centrale des Banques populaires, sorte d'institution centrale de crédit et de contrôle, institution d'Etat qui s'est transformée en 1918 en une institution mixte au capital de 24.000.000 lei. La moitié de ce capital était fournie par l'Etat, l'autre était souscrite par les Banques populaires. La Caisse centrale est dirigée par un Conseil d'administration composé de huit membres, dont quatre nommés par l'Etat et quatre par les Banques populaires.

A dater de 1907, les Banques populaires se sont constituées en Fédérations départementales ou régionales pour faciliter les opérations de crédit et leurs relations avec la Centrale.

Aujourd'hui les 3.114 banques populaires répandues dans toutes les communes du pays sont groupées en Fédérales qui ont leur résidence dans le chef-lieu du département et la Centrale des Banques populaires, dont le siège est à Bucarest, joue son rôle qui est de satisfaire les crédits et de faire fructifier les économies des Fédérales.

Autour des Banques populaires, il existait au 31 décembre 1919 les Coopératives suivantes :

1. *La Roumanie Economique*, op. cit.

Nature de la Coopérative	Nombre	Nombre des membres	Capital versé
Exploitations de forêts....	489	29.657	11.340.640
Approvmt. et vente.....	1.073	62.982	21.181.867
Ventes en commun.....	55	2.640	173.230
Boulangeries... ..	24	1.340	191.182
Moulins	30	1.757	347.825
Machines agricoles.....	26	1.811	157.140
Laiteries	20	1.108	84.420
Viticult. et agriculture...	1	25	6.500
Exploitations de mines...	21	1.393	342.470
Diverses.....	40	1.968	712.640
Total.....	1.779	104.592	34.508.114

En Bessarabie le mouvement coopératif a pris un développement complet et autonome, surtout depuis la loi libérale de 1907. En 1918 la situation du mouvement coopératif était la suivante :

385 banques populaires au capital de.....	32.235.738
8 caisses pour le petit crédit au capital de.....	18.219.113
10 Fédérales (Unions) au capital de.....	37.700.977

En Transylvanie le mouvement coopératif de crédit a atteint un très grand développement. D'après les données approximatives que l'on a pu recueillir et concentrer jusqu'à présent, il existe en Transylvanie et dans le Banat, plus de 2.000 banques populaires ayant un capital total de plus de 150 millions de lei et des réserves de plus de 60 millions de lei.

En résumé, dans toute la Roumanie, l'organisation coopérative de crédit est représentée par environ

5.500 banques populaires au capital d'environ 90 millions de lei.

A côté de ce mouvement de crédit il s'est créé et développé diverses sociétés coopératives qui embrassent presque toutes les branches de production et dont le nombre s'élève à près de 2.280 (1).

* * *

Mais toutes ces mesures ne sont que des palliatifs à la crise de sous production agricole, d'autres mesures plus radicales sont nécessaires pour relever le rendement de l'agriculture, rendement qui était même avant la guerre beaucoup inférieur à la moyenne de la plupart des Etats agricoles de l'Europe. Surtout dans l'ancien royaume le rendement était même inférieur aux autres provinces roumaines, quoiqu'elles sont moins agricoles et que leur terre en général est moins fertile que celle de l'ancien royaume qui est reconnu comme l'une des plus riches et plus fertiles de l'Europe. La production moyenne en céréales par région se présentait avant la guerre ainsi :

Banat.....	1.370 kil. par Ha.	
Transylvanie.....	1.229	—
Bukovine.....	1.220	—
Bessarabie.....	861	—
Anc. royaume.....	820	—

1. *La Roumanie Economique*, Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Cette différence tient au système d'exploitation très arriéré et rudimentaire qu'on employait et qu'on continue d'employer encore en Roumanie. Le paysan roumain comme tous les paysans, est extrêmement conservateur, se méfie toujours des innovations et préfère rester aux deux cultures qu'il a connues de tout temps, le blé et le maïs, le premier pour la vente, et le second surtout pour les besoins de sa maison. Ce système est évidemment très dangereux pour l'économie nationale parce qu'il suffit d'une mauvaise année due en général aux mauvaises conditions climatiques pour que tout l'équilibre économique du pays soit faussé. Ce n'est qu'en lui démontrant d'une manière pratique par des fermes modèles répandus sur toute l'étendue du pays, l'utilité des cultures variées et de l'emploi des semences sélectionnées qu'on pourra le décider à changer sa traditionnelle culture.

Quant aux grands propriétaires, la trop grande étendue de leur propriété (au-dessus de 1.000 Ha.) et le manque de capitaux les empêchaient de perfectionner leur exploitation. Ainsi le machinisme était peu répandu (encore dernièrement on pouvait voir en certaines régions de l'Oltenie des charrues de bois sillonner la terre) et la plupart des travaux se faisaient par les hommes, main-d'œuvre nombreuse, pauvre et bon marché. Les méthodes de culture de l'agriculture moderne intensive, par des assolements, des irriga-

tions, l'emploi des engrais, et le sélectionnement des semences était très peu connu en Roumanie, à part les quelques fermes modèles de l'Etat, les écoles d'agriculture, et quelques grands propriétaires possédant des capitaux plus importants.

Déjà avant la guerre, une politique plus énergique d'enseignement agricole par la création de fermes modèles et d'écoles d'agriculture avait donné des résultats assez sérieux. Dans la Roumanie nouvelle fonctionnent en ce moment, cinq Ecoles supérieures d'agriculture, quinze écoles élémentaires, neuf écoles d'Economie domestique et trente-deux fermes modèles occupant une superficie variant entre 150 et 1.000 hectares.

Tout l'effort de ces écoles sera employé à répandre le plus possible la pratique de l'agriculture intensive, mais l'enseignement ne servira à rien si les moyens de le mettre en pratique manquent et l'Etat devra par une sage politique parer à cette éventualité (1). D'abord il devra donner une grande impulsion aux associations agricoles pour l'achat des machines et la vente en commun, association de petits et de grands propriétaires. La formation de grandes sociétés pour la mise en valeur de la houille blanche qui sillonne des deux côtés les Carpathes, et qui pourrait rendre de grands services à l'agriculture

1. Voir C. I. Bratiano, *op. cit.*

comme force motrice et irrigations. Des commencements d'application dans cette direction sont en cours. Ainsi le Crédit Foncier rural qui était jusqu'à présent une association de propriétaires pour prêts hypothécaires, se transformera en une Association pour aider ses sociétaires à réaliser les desiderata suscités, ou qui subventionnera des syndicats formés dans le même but.

Pour les petits propriétaires, la Caisse d'Impropration créée par la loi d'imporpration est la plus indiquée pour subventionner et aider les coopératives et les initiatives privées. D'ailleurs les associations paysannes avaient pris déjà avant la guerre un puissant essor.

Ces associations rurales ont commencé vers 1908 sous forme de sociétés coopératives pour procurer de la terre en toute propriété (association d'achat) ou pour jouissance temporaire (généralement cinq ans), association d'affermage. Une loi de 1904 règle leur constitution juridique et la loi de 1905 et 1910 leur constitution coopérative. Une loi de 1909 oblige l'Etat et toutes les institutions publiques ou d'utilité publique, à n'exploiter leur propriété qu'en les affermant à ces sociétés. En 1914 il y avait 600 associations d'affermage exploitant 374.000 hectares et payant un fermage de 14 millions de lei. Ces sociétés n'ont pas de capital, elles sont basées sur le principe de la responsabilité solidaire et illimitée. Les

terres acquises sont partagées entre les membres pour être travaillées proportionnellement à la force de travail de chacun. Aujourd'hui fonctionnent en Roumanie 216 associations d'affermage comptant 24.144 membres exploitant 78.905 hectares pour lesquels elles paient un fermage de 4.986.228 Lei, et 74 associations d'achat qui parcellent une superficie de 37.876 hectares achetés pour 37.950.796 Lei. Il existe une institution centrale à caractère mixte (institution d'Etat et particulière) qui contrôle et dirige ces sociétés et accorde les crédits nécessaires aux opérations des associations d'affermage. Cette institution porte le nom de « Centrale des Associations Rurales et des Exploitations agricoles ». Pour les associations d'achat une institution de crédit hypothécaire est en train de se constituer (1).

1. *La Roumanie Economique, op. cit.*

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DU SOL (1)

N ^o COURANT		SURFACE DES PROVINCES ROUMAINES					La proportion de o/o en regard de la surface totale des provinces		
Terrains cultivés ou non cultivés		Ancien royaume	Transylvanie et Bucovine	Bessara- bie	TOTAL	Ancien Royaume	Transylvanie et Bucovine	Bessarabie	TOTAL
		HECTARES					HECTARES		
1	Terrains arables labours	6.084.256	5.760.780	2.742.022	14.591.058	44,1	39	61,8	44,2
2	Prés	577.784	1.659.301	75.341	2.312.426	4,2	11,3	1,7	7,0
3	Vignes	87.981	85.090	18.071	191.124	0,6	0,5	0,4	0,6
4	Forêts	2.282.300	4.180.000	253.431	6.715.731	16,6	28,4	5,7	20,4
5	Pâturages	1.179.389	1.880.000	457.596	3.517.525	8,6	12,8	10,3	10,7
6	Maisons, jardins, terrains incultivables	3.578.588	1.164.808	824.720	3.568.116	25,9	7,9	18,6	17,0
		13.790.398	14.713.500	4.442.200	32.894.980	100	100	100	100

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES CULTURES (1).

Plantes cultivées	Bessa- rabie	Bucovine	Transyl- vanie	Ancien Royaume	TOTAL
HECTARES					
Céréales	2.313.431	193.014	3.364.796	5.141.512	11.012.753
Oléagineuses.	47.725	1.299	38.008	106.003	193.035
Légumineuses	18.436	1.939	20.367	61.619	102.361
Plantes fourragères. . . .	32.598	9.302	382.818	170.780	595.498
Pommes de terre.	19.675	31.898	101.012	11.004	163.589
Betterave à sucre.	561	2.558	12.168	13.817	29.104
Tabac	4.020		10.509	10.147	4.676
Diverses autres cultures . .	12.653	2.103	59.042	113.451	227.249
Champs labourés.	296.923	46.171	1.443.776	455.923	2.242.793
Diverses cultures.	333.832	82.730	1.666.507	604.342	2.687.411
Total général.	2.746.022	288.284	5.472.496	6.084.256	14.591.058

1. *La Roumanie Economique, op. cit.*

CHAPITRE IV

L'industrie

Si dans l'ancien royaume la création d'une forte industrie était très difficile, à cause du manque de capitaux disponibles, et de matières premières, dans la grande Roumanie la question ne se pose plus — la littérature économique est unanime et les programmes de tous les partis politiques de gouvernement reflètent cette préoccupation.

L'utilité d'une forte industrie est évidente ; toutes les branches de la production en dépendent et elle est à la base de toute l'économie nationale d'un pays. L'agriculture par ses besoins croissants d'outils, de machines et d'engrais, les transports par terre et par eau, et le commerce par la transformation des produits en articles fabriqués qui augmentent la valeur de l'exportation et diminuent l'importation, imposent au pays cette création, facilitée d'ailleurs par la possession de riches sources d'énergie motrice et de matières premières.

*
*

Les sources d'énergie. — Par l'union avec les provinces délivrées, la Roumanie s'est assurée des réserves d'énergie immenses en pétrole, charbon, gaz naturels et houille blanche.

Le Pétrole. — Les premières exploitations de pétrole en Roumanie se placent vers 1856. En 1857, la production était de 275 tonnes pour atteindre 50.000 tonnes en 1890, 500.000 tonnes en 1904 et 1.885.000 en 1913. Depuis, la production a dû diminuer d'abord par la crise des transports, et la cessation de l'exportation par la guerre et puis par la destruction systématique des installations par les armées d'occupation.

Par rapport à la production mondiale, la Roumanie occupait avant la guerre la quatrième place (1).

En 1913 :

Pays	Tonnes	o/o
Etats-Unis.....	31.314.000	63,63
Russie.....	9.247.000	18,20
Mexique.....	3.000.000	5,90
Roumanie.....	1.885.000	3,72
Galicie.....	1.085.000	2,14
etc., etc.		

Actuellement elle occupe la sixième place après les Indes anglaises et néerlandaises. La région pétrolière s'étend sur une longueur de 300 kilomètres le long des Carpathes, mais les exploitations systéma-

1. Prof. Dr I. N. Angelesco, *La politique du pétrole en Roumanie* (An. Stat. si. Econ., avril, 1921).

tiques se sont concentrées dans les quatre départements suivants : Prahova, Buzeu, Dambovitza et Bacau, sur une étendue de 2.500 hectares (1).

Département	Tonnes	o/o
Prahova	1.342.351	84,5
Buzeu.....	128.476	8,1
Dambovitza.....	91.972	5,8
Bacau.....	25.536	1,6
	<u>1.588.329</u>	

Années 1913-1914

Propriétés de l'Etat		Propriétés privées	
Production tonnes	Valeur lei	Production tonnes	Valeur lei
181.723	10.911.631	1.666.148	116.367.279

En face des deux grands trusts qui ont la suprématie de la production du pétrole du monde : « Standard-Oil » américain et « Royal-Dutch-Shell-Transport Co » anglais, la Roumanie s'est maintenue dans une neutralité rarement interrompue par des réactions contre les tendances d'accapARATION trop violentes. Ces deux trusts ont chacun déjà depuis avant la guerre leurs têtes de pont en Roumanie — le Standard Oil ayant fondé la Société Romano-Américana et le Royal Dutch l'Astra Romano. On peut se rendre compte d'après le tableau ci-dessous de la production de chacune de ces sociétés (1) :

1. *La Roumanie Economique*, op. cit.

	Capacité de raffinage en tonnes	Quantités fabriquées en tonnes	
Steaua Romana.....	851.930	470.156	26,2 o/o
Astra Romana.....	723.960	363.121	20,3
Romano Americana.....	453.760	301.596	16,9
Vega	508.170	169.182	9,5
Aquila Franco-Romana ...	244.440	231.820	7,4
Orion... ..	237.890	95.041	5,3
Colombia	209.570	75.018	4,3
R. C. Oilfields Ltd.....	164.960	43.305	2,4

Comme capital l'Astra Romana possédait avant la guerre 11,5 o/o et la Romana Americana environ 5 o/o du total du capital investi dans l'industrie du pétrole, et comme production la première 1/4 et la seconde 18 o/o ou ensemble 43 o/o de la production totale. Mais ces chiffres ne forment pas l'élément essentiel de leur importance, leur politique consistant à ne pas exploiter avec le maximum d'intensité tous les terrains qu'elles possédaient, mais d'accaparer le plus possible de ces terrains qui formeront la réserve générale des trusts.

Les Raffineries de l'Astra peuvent traiter 724.000 tonnes et la Romana Americana 435.000 tonnes de pétrole brut ou 3/4 de l'entière production, ce qui forme la partie la plus gênante pour l'économie nationale.

Mais ces deux, trusts contrairement à ce qui se passait dans les autres parties du monde, étaient concurrencés jusqu'après la guerre par deux autres

groupes très puissants, allemands. Ces deux groupes : « l'Europäische petroleum Union » (Deutsche Bank, Maison Nobel et Rotschild) et Deutsche « Erdol Aktiengesellschaft » étaient représentés par les sociétés Steaua Romana pour le premier, et Concordia, Vega, et Crédit Pétrolifère pour le second. Ces deux groupes possédaient presque 30 o/o du capital et de la production et pouvaient traiter jusqu'à 80 o/o de la production brute.

Les entreprises roumaines n'avaient que 6 o/o du capital, 3,7 o/o de la production et 8 o/o de la capacité de traitement. La guerre a beaucoup changé cette répartition, les droits aux richesses et à la direction du groupe allemand Steaua Romana ont été partagés en deux parties égales, une pour la Roumanie, et l'autre pour la France et l'Angleterre. Par cette opération le groupe anglais acquiert définitivement la prépondérance sur le pétrole en Roumanie.

L'autre partie du groupe allemand, Concordia Vega et Crédit Pétrolifère est passée à un groupe belgo-français qui avec le groupe « Omnium International de Pétrole » et la quote-part du partage sus-cité, formera la part de la France dans les pétroles roumains.

La situation de la Roumanie ne sera donc pas beaucoup changée et elle n'a toujours pas plus de 5 o/o de la production totale. Devant une telle situation qui met le pays au même rang que les colonies,

deux thèses ont été soutenues par les divers partis politiques — la politique des portes ouvertes qu'on prétend imposée par l'impossibilité implacable de faire autrement, et la politique exclusiviste, — « le pétrole roumain aux Roumains ».

Seulement aucune de ces politiques ne s'est jamais manifestée d'une manière plus énergique. Les intérêts immenses que soulève la question du pétrole, surtout depuis son emploi à la marine, aux chemins de fer et en général aux industries, intérêts qui peuvent donner naissance à des conflits tout aussi grands, surtout par la circonscription de cette lutte entre deux des plus grandes puissances économiques et politiques du monde, les Etats-Unis et l'Angleterre, ont rendu les hommes d'Etat roumains très timides dans la défense de cette richesse nationale. Il reste à savoir si cette passivité pourra se prolonger longtemps encore sans menacer la sécurité économique et la souveraineté du pays. Déjà des tendances de réaction se manifestent dans la vie politique roumaine et des projets de loi commencent à prendre corps dans plusieurs directions : 1) en ce qui concerne le régime minier du pétrole, des concessions et des consolidations ; 2) en ce qui concerne l'exploitation des terrains pétrolifères de l'Etat ; 3) en ce qui concerne la vente sur le marché intérieur du pétrole.

Le régime minier du pétrole en vigueur est celui

institué par la loi Carp (nom du Ministre auteur de la Loi) de 1895, d'après laquelle les gisements de pétrole contrairement aux autres gisements miniers, appartiennent au propriétaire de la surface qui peut en disposer comme il l'entend. C'est cette loi qui a facilité l'achat par des Sociétés étrangères d'une grande partie des terrains pétrolifères et c'est son changement que le monde économique et politique roumain réclame (1).

L'exploitation des terrains pétrolifères de l'Etat s'est faite d'après un règlement d'application de la loi Carp de 1895, d'après lequel l'Etat pouvait louer ou concessionner ses terrains à des particuliers. En vertu de ce règlement l'Etat a fait plusieurs concessions à des sociétés étrangères. Par deux lois de 1906 et 1909, on a réglementé ces concessions pour assurer une réserve à l'Etat. Les tendances nouvelles tendent d'abord à interdire toute concession sur les terrains de l'Etat qui formeront la grande réserve du Pays, et puis leur exploitation systématique par l'Etat en régie, pour la consommation interne, en instituant le monopole de vente, ce qui empêcherait que toute l'industrie du pays et toute la consommation intérieure dépendent d'un trust ou d'un autre.

Pour la question de la consommation intérieure, tous les Etats producteurs de pétrole ont suivi

1. Prof. Dr Angelesco, art. cité ; Prof. M. Pascanu, *le Régime minier de la Roumanie* (*Démocratie*., mars, 1919).

presque la même politique : a) assurer la consommation intérieure en procurant aux industries un combustible bon marché ; b) en assurant l'exploitation des générateurs d'énergie. L'Angleterre ne permet pas aux capitaux étrangers de prendre part à l'exploitation du pétrole de ses colonies, et dans la plupart de ses entreprises pétrolifères, l'Etat anglais est directement intéressé. Aux Etats-Unis, malgré la puissante organisation pétrolifère du Standard Oil qui aurait pu défendre le pays contre toute tendance d'accapARATION étrangère, l'Etat a quand même renoncé à la politique de liberté de l'exploitation. Presque tous les Etats consommateurs de pétrole, se dirigent vers le monopole d'Etat de la vente du pétrole à la place du monopole privé existant. Une loi est à l'étude en ce moment, en Roumanie, pour instituer un monopole d'Etat pour la vente intérieure du pétrole. Ce monopole remplacera l'ancien monopole privé formé en 1908 par les trois groupes étrangers Steana Romana, Astra Romana et Romana Americana qui par un cartel ont formé la société de distribution « Distributia ». Les petites industries du traitement du pétrole ne pouvant supporter la concurrence ont été obligées de céder leurs produits à ce monopole, sans participer aux bénéfices. L'Etat même, le plus grand consommateur pour les besoins de ses chemins de fer, et d'autres entreprises, est devenu le client soumis de la « Distributia ». Mais

surtout depuis la guerre, la politique de ce monopole privé est devenue insupportable pour l'industrie nationale.

En effet, le pétrole, contrairement à ce qui se passait avant la guerre, est devenu plus cher sur les places étrangères. L'industrie nationale ne peut pas supporter les prix des marchés mondiaux parce qu'elle ne peut pas baser toute sa production sur le charbon ou autre forces motrices. Ce monopole privé ayant la possibilité de réduire la consommation intérieure ou d'augmenter les prix intérieurs, ce qui donnerait naissance à une crise économique générale, constitue une menace constante pour le pays. Mais contre un monopole d'Etat, admis en principe par tout le monde, plusieurs critiques peuvent être soulevées : *a)* le monopole d'Etat diminue le revenu de la population en lui interdisant une branche de production ; *b)* l'Etat s'est toujours montré moins capable à conduire une entreprise économique parce que la bureaucratie n'a pas le même rendement de travail que les entreprises privées. Mais ces critiques sont moins fondées dans la loi qui est en préparation, d'abord parce que les bénéfices de cette entreprise monopolisées seront partagées entre les producteurs, les consommateurs, les ouvriers et l'Etat. Ce monopole sera une industrie nationalisée par excellence. Sous cette forme le projet de loi qui réglemente le commerce intérieur du pétrole et de ses dérivés, réa-

lises les tendances d'une bonne politique nationale :

1° Empêche le monopole particulier, étranger ou roumain sur la plus importante source d'énergie ; 2° Facilite une politique d'encouragement de l'industrie nationale ; 3° Allie les intérêts privés et les intérêts politiques de l'Etat ; 4° Evite à l'économie nationale les suites de la lutte entre les grands trusts mondiaux ; 5° Garde à l'Etat un moyen puissant de défense nationale (1).

Le Charbon. — Avant la guerre la Roumanie importait 300.000 tonnes de charbon de terre et de coke ; par la réunion avec les provinces roumaines délivrées, la Roumanie a beaucoup augmenté ses réserves de pétrole. Ainsi d'après les dernières études, la réserve probable en charbon de la Roumanie peut être évaluée entre 700 et 800 millions de tonnes. Donc, en supposant une production annuelle de 3 millions de tonnes, la réserve ne s'épuiserait que dans deux cent soixante ans au maximum. Cette réserve est donc assez minime surtout devant les besoins croissants de l'industrie. Une politique très sage sera donc utile pour économiser cette source d'énergie indispensable aux industries nationales. Dans l'ancienne Roumanie les principaux centres d'exploitation sont en Moldavie, à Comanesti, où la production annuelle s'élève à 35.000

1. V. Prof. Dr I. Angelesco. *La Politique du Pétrole en Roumanie* (*An. Stat. si economice.*, avril, 1921. Buc).

tonnes et en Valachie, à Schitu-Goleshti, Doiceshti et Valea Copcei, où la production annuelle s'élève respectivement entre 80.000 et 125.000 tonnes. La production totale donc s'élève à 250.000 tonnes, environ. En Transylvanie selon l'étude de M. l'Ingénieur C. I. Motas, les mines de charbon de Petroshani, Reshita, Oravitza et Zlatna peuvent donner une production annuelle de 2.500.000 tonnes. La production totale de la Grande Roumanie varie entre 3 et 3,5 millions de tonnes.

TABLEAU DE LA PRODUCTION DU CHARBON DE TRANSYLVANIE

Localités minières	QUANTITÉ PRODUITE		
	Etat	Particuliers	TOTAL
	EN QUINTAUX MÉTRIQUES <i>Charbon de pierre</i>		
Oravitza.	—	4.303.809	4.303.809
Petroshani.	—	3.500.000	3.500.000
Zlatna.	—	56.600	56.600
		7.860.409	7.860.409
		Lignite	
Baia Mare.	—	831.143	831.143
Oravitza.	19.274	26.210	45.484
Zlatna.	2.107.829	18.185.488	20.293.317
	2.127.103	19.042.841	21.169.944

Le Gaz naturel. — Les gaz naturels d'après l'étude *Problèmes industriels de la Transylvanie* de M. l'In-

génieur C. Motas (1) constituent une réserve de 240 milliards mètres cubes, ce qui équivaldrait à une réserve de 264 millions de charbon de terre. Le gaz naturel a une force calorique de 8.600 calories, soit presque deux fois plus qu'un kilo de charbon. En brûlant il ne produit ni cendre, ni scorie, ni fumée, il peut être employé à l'éclairage, au chauffage et à la production de forces motrices. Pour l'exploitation du gaz, l'Etat Hongrois avait concédé en 1915 à un Consortium formé par la Deutsche Bank et des Banques hongroises, une superficie de 211 kilomètres carrés, avec l'obligation d'installer des conduites vers plusieurs villes principales. Actuellement on n'emploie que 150.000 mètres cubes par jour, l'industrie céramique, métallurgique et chimique emploie de préférence cette force motrice. On étudie en ce moment la nationalisation de la société suscitée par une liquidation forcée de cette société hongroise et la concession des terrains à une société roumaine, l'Etat se réservant une partie du capital. Le premier souci serait de rendre cette force motrice très bon marché, ce qui donnerait une grande impulsion aux industries s'en servant.

Dans l'ancien royaume on évalue à 1 milliard et demi de mètres cubes le gaz sortant annuellement de terre. Les exploitations pétrolifères ne captent et

1. Buc. 1920.

n'utilisent que 70 millions de mètres cubes environ, le reste se perd.

Les chutes d'eau. — A cet égard, M le Dr Anghelescu dans son étude sur la « Politique économique de la Grande Roumanie » préconisant une plus grande utilisation de cette énergie, dit : « la tendance de tous les Etats modernes est d'utiliser de plus en plus la force hydraulique par la création de centrales électriques d'où l'énergie électrique est ensuite distribuée à toutes les usines et aux villages les plus éloignés. A cet effet, on vient d'imaginer en France l'exécution d'un grand projet d'utilisation de cette force par la création de centrales électriques ; dans d'autres pays on observe la même tendance. Presque l'univers entier poursuit ce but, d'épargner le combustible que la science nous a révélé assez vite épuisable : nous ne ferions donc pas notre devoir envers le peuple si nous n'utilisions à cet effet tous les moyens de la science et de la civilisation modernes ».

Les Carpathes qui ne forment plus maintenant une barrière gênante, sont sillonnées sur les deux versants de rivières et de chutes d'eau abondantes qui pourraient former un réseau complet de force motrice assez grand pour desservir toute l'industrie qui suit presque la même ligne des Carpathes et même l'agriculture par des irrigations et force motrice des machines agricoles. Des commencements d'application de ce

programme ont commencé à prendre corps en Roumanie. Une grande société s'est formée avec ce but pour exploiter la force motrice de la rivière Bisbritza de Moldavie. Le but de cette société serait de fournir l'électricité nécessaire à tout le triangle formé par la Bukovine, la Moldavie et la Bessarabie.

Une législation complète est entrain de se faire pour faciliter la formation de ces sociétés.

* * *

Déjà avant la guerre l'industrie était en progrès constant et était arrivée à satisfaire une grande partie de la consommation intérieure. Ce progrès a été brisé par la guerre qui non seulement a détruit une grande partie des installations mais a causé des conditions spéciales de la Roumanie; elle n'a pas pu avoir l'influence utile qu'on a constaté dans les autres pays sur la technique de la production industrielle.

L'industrie dans l'ancien royaume n'a pas eu la chance de connaître au moins ces bonnes influences que la guerre a eues sur les industries des autres Etats belligérants. Même pendant la première partie de notre guerre (avant l'occupation) elle n'a pas connu ni les avantages de l'économie des matières premières, ni la fabrication en série si importante pour le rendement et la production, ni l'influence bienfaisante sur la fabrication d'un contrôle rigoureux et des réceptions sévères, et surtout n'a pas subi l'in-

fluence continue d'une fébrile activité scientifique qui a secondé et influencé dans les autres pays le mouvement industriel pendant la guerre. Les essais d'organisation pour la production de guerre de l'industrie dans l'ancien royaume, essais qui ne pouvaient utiliser que les installations existantes et la petite réserve des matières premières, ont dû être vite abandonnés par l'évacuation en Moldavie avec tout son cortège de destructions résultant des mauvaises conditions de transport et de dépôtage. L'activité industrielle restreinte de Moldavie qui était elle-même sous la menace d'une nouvelle évacuation en Russie, n'a fait qu'épuiser presque complètement les réserves de matières premières et qu'user complètement les installations que faute de pièces de rechange, on utilisait dans des conditions déplorables pour satisfaire à tout prix les besoins de l'armée.

D'un autre côté, l'œuvre constructive des armées d'occupation dans les territoires occupés n'a été que partielle et en dehors des matières premières qu'on a apporté, cette œuvre a été faite presque uniquement avec le même stock de machines et installations existantes dans le pays ou incomplètement détruites par l'armée roumaine en retraite, et qu'on n'a fait que transporter d'ici là selon les intérêts militaires et politiques, souvent même en Bulgarie et en Turquie.

De tout cela il ressort que l'influence de la guerre sur l'industrie de l'ancien royaume peut être caractérisée par une perte considérable d'inventaire, par la destruction des machines et des outils industriels ou par l'usage excessif, réquisition, etc., et par la désorganisation complète de la vie industrielle et l'épuisement des réserves de matières premières.

Cette caractéristique peut être étendue à l'industrie de la Bukovine qui a eu à souffrir tant d'occupations successives. Sur les industries de la Transylvanie, du Banat et de la Bessarabie les influences de la guerre ont été différentes. Dans ces provinces même si l'industrie a subi des pertes d'inventaire par destruction et réquisition, elles ont pu être complétées pendant l'époque de travail intensif qui a suivi, et d'un autre côté les circonstances politiques ont fait que jusqu'à la fin de la guerre, ces industries ont pu être suffisamment approvisionnées en matières premières et accessoires gardant même souvent des réserves. La réunion de ces provinces à l'ancien royaume, a fait que ces industries se sont trouvées du jour au lendemain abandonnées à leurs propres forces, dépourvues de toute protection de la part du gouvernement central en formation, et complètement désorientées quant à leurs nouvelles conditions de développement.

Si nous ajoutons à ces inconvénients des circons-

tances économiques connues : change extrêmement défavorable, diversité de monnaie à l'intérieur, grave situation des transports par terre et par eau, manque de combustibles et de matières premières, conflit de travail, en résumé la crise aiguë qui secouait les fondements industriels, il est facile de comprendre qu'une reprise de l'activité industrielle était difficile sans le concours effectif de l'Etat.

Ce concours devra se traduire par des facilités apportées à l'approvisionnement de l'industrie en machines et matériaux, en facilitant le crédit industriel sur les bases les plus larges possibles et en liaison avec les problèmes des dommages de guerre dus par l'Etat, par une judicieuse politique des matières premières en rapport avec les possibilités d'importation et les disponibilités intérieures. En même temps l'Etat devra coordonner par des mesures provisoires les efforts des industries des nouveaux territoires avec ceux de l'ancien royaume et niveler leurs difficultés (1).

De tous ces problèmes celui de l'approvisionnement de l'industrie en machines et matériaux est le plus important. L'Etat a essayé d'abord de le résoudre en créant la direction de la Reconstruction Economique. Les résultats ont été maigres et alors sur les instances des grands industriels, on a formé la Société

1. *Le problème de la Réfection et de l'Approvisionnement* par Ing. Cesar Popescu. Buc. 1920.

de la Reconstruction Industrielle. Cette société formée par de grands industriels est aidée largement par l'Etat qui tout en gardant une part des bénéfices, garde le droit de contrôle et d'orientation pour le bien de toute l'industrie. Il a mis à la disposition de cette société les machines et les matériaux qu'il possède dans ses dépôts, machines et matériaux abandonnés par les armées d'occupation ou trouvés en Transylvanie ou bien achetés par la commission de ravitaillement de Paris. D'après les rapports récents cette œuvre paraît en bonne voie de réalisation.

Le second grand problème de la reconstruction est celui du crédit industriel. Après la guerre l'industrie avait besoin de gros capitaux pour refaire les installations et comme fonds de roulement vu l'augmentation toujours croissante des matériaux et de la main-d'œuvre. Pour résoudre cette question, l'Etat a essayé d'abord de payer un dix pour cent des dommages de guerre, mais étant données les difficultés financières dont souffraient les finances publiques, il n'a pu payer que 10 millions des 30 demandés. Etant donné ce résultat, on a décidé la formation d'une institution de crédit industriel à long terme et en concordance avec la question des dommages de guerre. En ce moment cette organisation est en train de prendre corps. Le paiement des dommages subis par l'industrie du fait de la guerre devrait s'inspirer surtout de la préoccupation d'é-

quité sociale. le meilleur moyen de faire profiter la collectivité des plus values des bénéfices de guerre (1). Malheureusement jusqu'à présent le législateur roumain n'a rien fait dans cette direction.

Le rôle de l'Etat doit aussi se manifester par une vaste législation d'encouragement de l'industrie allant jusqu'à subventionner certaines branches qui forment la base de toute organisation industrielle comme l'industrie métallurgique. Tout en encourageant l'industrie par des mesures adéquates, l'Etat impose certaines directives et obligations intéressant l'ensemble du pays et tendant à niveler les besoins et les organisations industrielles de toutes les provinces qui forment la Roumanie d'aujourd'hui.

La loi pour l'encouragement de l'industrie nationale actuellement en vigueur en Roumanie, a été promulguée en 1912.

Cette loi considère comme fabrique... « tout établissement ou entreprise industrielle qui, à part le personnel technique et administratif, emploie ou bien 20 ouvriers, ou des machines actionnées par n'importe quel moteur d'au moins 5 HP. (art. 2) ».

Ces fabriques, la loi les partage en deux catégories : celles qui tirent leur matière première de l'agriculture (proprement dite ou d'un dérivé) ou du sol

1. *La politique de l'Etat dans la question de la réfection industrielle*, par Ing. M. Manoïlesco.

ou sous-sol du pays ; et celles qui importent la majeure partie de leur matière première.

Aux premières, la loi accorde pendant TRENTE ANS — jusqu'en 1942 — les avantages suivants (art. 3) : Le droit pour les nationaux d'acheter et pour les étrangers de louer pour quatre-vingt-dix ans, de l'Etat, des départements ou des communes (obligés de vendre) de leurs propriétés rurales le terrain nécessaire aux installations — jusqu'à 5 hectares. Le prix, fixé par l'Etat, pourra être payé cinq ans après le commencement du fonctionnement de la fabrique, et en plusieurs années.

Jouissance gratuite de l'énergie produite par les chutes d'eau ou rivières se trouvant sur ces terrains. Exemptions des droits de douane pour les machines et les accessoires, wagons-citernes, etc., en tant qu'elles ne peuvent pas être procurées dans les mêmes conditions de rapidité, de qualité et de brevet par les industries nationales. Réductions sur les taxes de transport sur les chemins de fer roumains de : 20 o/o pour les matériaux et machines nécessaires aux installations ; 30 o/o pour les matières premières ; 45 o/o pour les produits de la fabrique. Vente du sel (monopole d'Etat) au prix coûtant pour les emplois industriels. Exemptions de tout impôt direct, sauf l'obligation de payer du revenu net annuel : 3 o/o les premiers dix ans, 4 o/o les dix ans après et 5 o/o pendant la dernière période de dix ans.

Cet impôt industriel sera de 2-3 o/o si la fabrique exporte 1/4 de sa production.

Les fabriques de la deuxième catégorie bénéficient pendant *vingt et un ans* seulement de ces avantages, sauf que l'impôt industriel pour elles est de 4-6 o/o, et qu'elles ne bénéficient pas de la réduction de 30 o/o pour le transport des matières premières sur les chemins de fer de l'Etat.

Les petites manufactures aussi sont appelées à profiter des avantages de cette loi. Ainsi les artisans qui emploient au moins 4 apprentis ainsi que les sociétés coopératives d'artisans, ayant un capital d'au moins 2.000 lei et employant au moins 10 ouvriers ou associés, bénéficieront d'après l'article 12 de tous les avantages accordés par la loi, et auront l'impôt industriel diminué d'un point dans chaque catégorie correspondante.

En même temps la loi accorde un droit de priorité aux industries roumaines pour les fournitures de l'Etat, des communes et des départements, même quand les offres de ces industries sont de 5 o/o plus chères que celles des industries similaires étrangères.

Cette législation qui ne s'accommode plus avec les conditions nouvelles de l'industrie roumaine, sera remplacée — on étudie la question en ce moment — par une législation plus complète capable de remplacer les anciennes lois autrichiennes et russes qui

régissent encore l'industrie dans les provinces délivrées, et de compléter l'unification économique de la Grande Roumanie.

* * *

Nous donnons dans les paragraphes qui suivent quelques données sur la situation des principales industries existantes.

L'industrie métallurgique, a pris depuis l'union avec les provinces transcarpathiennes, une plus grande ampleur, due aux industries sidérurgiques et métallurgiques existant en Transylvanie et Banat. Deux groupements, Reshitza et Hunedioara se partagent une production de 260.000 tonnes de fonte brute. Actuellement il faut pour couvrir les besoins du pays 650.000 tonnes de produits métallurgiques qui exigent pour leur production 554.000 tonnes de fonte brute. Donc, la moitié presque sera fournie par l'industrie sidérurgique nationale. Le déficit ne doit pas constituer un empêchement à la formation d'une industrie métallurgique florissante parce que si le minerai est insuffisant, pour le moment, les combustibles, les forces motrices existent en abondance, et nous avons vu des pays qui manquaient et de charbon et de minerai et qui sont arrivés à constituer une industrie métallurgique remarquable, comme l'Italie. En ce moment, l'industrie métallurgique est représentée de la manière suivante : dans l'ancien royaume

84 installations utilisant 10.113 HP et employant 11.000 ouvriers. Parmi les plus importantes, la Société Vulcan, fabrique de machines et de wagons ; le chantier de Galatz de la Société Fernic ; et la Société Roumaine d'Automobiles, etc.

En Transylvanie et Banat 83 installations utilisant 34.060 HP et employant 19.486 ouvriers. On voit d'après ces chiffres que si le nombre d'installations métallurgiques en Transylvanie et Banat ne dépasse pas celui de l'ancien royaume, leur importance d'après le nombre de HP qu'elles utilisent est triple. Cette situation est due aux gisements plus grands de minerai de fer de Unedioara et de Carash-Severin dont la réserve totale a été évaluée à 18 millions de tonnes. Parmi les plus importantes usines, le groupement de Resjitza occupe la première place. Etant donné son importance, nous nous permettrons de citer quelques détails recueillis dans les annales des mines de Roumanie.

Depuis 1854, les usines appartenaient à la Société privilégiée austro-hongroise des chemins de fer de l'Etat (Privilegierte Oesterreich-Ungarische Staatseisenbahngesellschaft) remplacée par une société roumaine. Actuellement la Société possède en Banat : 1° des domaines d'une étendue d'environ 160.000 hectares ; 2° les mines de charbon et de fer de Anina, Doman et Rudaria ; 3° les fonderies de fer de Reshitza et Anina ; 4° les fabriques de machines, de projectiles,

de munitions, de ponts métalliques et de machines agricoles, de Bocsha Romana ; 5° Une participation de 50 o/o à la Société anonyme par actions pour la carbonisation du bois de Reschitza et Secul ; à la Société pour l'industrie du fer de Nadrag, ainsi que son administration ; à la Société pour l'industrie du bois de Nadrag avec l'administration ; et à la Société anonyme des mines de cuivre de Maidanpek y compris l'administration.

Dénomination des produits	Production mensuelle en tonnes		
	Avant 1914	Pendant la guerre	Septembre 1919
Coke.....	4.100	1.650	—
Fer brut pour la fabrication de l'acier	9.800	7.500	—
Fer brut pour la fabrication du fer.....	650	850	2.500
Acier.....	15.000	10.500	4.600
Acier coulé brut.....	720	675	220
Fonte brute.....	300	285	80
Produits laminés.....	12.500	8.360	3.225
Briques réfractaires.....	750	500	300
Terres réfractaires.....	1.660	950	600
Paires de roues de wagon....	372	756	200
Essieux de wagons.....	14	61	—
Pièces en acier coulé transfor- mées.....	95	71	—
Constructions en fer.....	330	280	200
Aiguillages et croisements....	450	370	200
Outils agricoles.....	50	110	220
Voitures militaires.....			
Matériel de voie ferrée étroite.	12	173	—

L'industrie de la Meunerie. — Malgré que la Roumanie est un Etat agricole par excellence, et

possédant en grande quantité les matières premières nécessaires à cette industrie, la meunerie est peu développée et c'est à peine si elle satisfait les besoins intérieurs du pays. En 1913 le rapport entre les quantités de blé et de farine exportées est le suivant :

Blé.....	1.152.559 tonnes
Farine.....	123.115 »

Depuis la guerre et l'union avec les provinces transcarpathiennes, et la Bessarabie, grâce à l'affluence plus grande de capitaux et à l'encouragement de l'Etat, l'industrie meunière prend un certain essor.

La protection douanière est de 9 lei par 100 kilos ou 35 o/o de la valeur. Actuellement la situation pour les moulins systématiques serait à peu près la suivante :

Ancien royaume.....	98
Bessarabie.....	320
Bucovine	47
Transylvanie.....	43

L'industrie forestière. — La superficie totale des forêts en Roumanie serait la suivante :

Nom des provinces	Superficie boisée hectares	o/o du total
Bucovine.....	451.221	6,2
Maramuresh.....	671.847	9,2
Transylvanie.....	2.250.961	30,8
Crishana	586.143	8,0
Banat	601.528	8,2
Ancien royaume..	2.487.632	34,2
Bessarabie.....	249.356	3,4
	<u>7.307.688</u>	<u>100</u>

Production forestière

Classification	Quantité produite		Valeur
	en m ³	en wagons	
Bois de construction	—	—	—
Sapin.....	1.850.000	92.500	462.500.000
Hêtre.....	560.000	43.000	83.850.000
Bois de chauffage.	5.880.000	441.000	588.000.000
Total.....	9.290.000	576.500	1.134.350.000

Capacité d'exportation

Catégories	Quantités		Valeur
	en m ³	wagons	
Bois de construction	—	—	—
Sapin.....	1.150.000	57.500	287.500.000
Hêtre.....	400.000	30.000	58.500.000
Bois de chauffage.	1.880.000	141.000	141.000.000
Total.....	3.430.000	228.500	487.000.000

Force motrice

Bucovine.....	4.450 HP
Transylvanie.....	22.250 —
Ancien Royaume.....	22.200 HP
Bessarabie.....	350 —
Total.....	94.250 HP

Cette industrie malgré la grande abondance de matières premières mais à cause du manque de capitaux n'a pu prendre son développement normal. Depuis la guerre et depuis que le nombre de capitaux disponibles a augmenté, l'industrie forestière si utile à la reconstruction et dont les produits sont si recherchés dans tous les pays s'amplifie de jour

en jour. Ainsi d'après les statistiques du Ministère de l'Industrie et du Commerce, pendant l'année 1919-1920 se sont fondées 6 sociétés industrielles forestières au capital de 132.700.000 et parmi les anciennes 5 ont augmenté leur capital de 17 millions 025.000. Actuellement le capital placé dans l'industrie forestière de la Roumanie est d'environ 350 millions. Le nombre des ouvriers employés est de 49.923.

L'industrie du sucre. — La consommation de sucre était très réduite en Roumanie avant la guerre, — 5 kilos par tête d'habitant tandis qu'elle est de 39 kilos en Angleterre et de 11 kilos en Autriche-Hongrie.

D'ailleurs la production non plus n'était pas grande, satisfaisant à peine (pas toujours) la consommation intérieure. La seule cause du peu de progrès de l'industrie du sucre était la pénurie de matières premières, la betterave, pénurie due au peu de rendement de cette culture. En effet, d'après les auteurs agronomes entre autres Mr. le Docteur Em. Flor, la culture d'un hectare de betterave à sucre coûtait dans l'ancien royaume entre 600 et 700 lei et la production était en moyenne de 2 wagons. Or les fabriques payant 290 lei le wagon, il revient à dire que le cultivateur ne faisait même pas ses frais.. La situation n'a pas beaucoup changé après la guerre et dans les provinces nouvelles réunies elle est presque pareille.

C'est d'autant plus regrettable que les débouchés seraient énormes sur les grands marchés de l'Orient. On étudie en ce moment en Roumanie une éventuelle décentralisation de l'industrie du sucre par la création de fabriques dans différentes régions du pays, les grandes raffineries seulement demeurant centralisées. En même temps on poursuit l'intensification de la culture de la betterave et son perfectionnement pour arriver à des rendements plus raisonnables.

Actuellement les fabriques existant dans la grande Roumanie arrivent à produire jusqu'à 54.000 tonnes par an, ce qui ne représente même pas 4 kilos par tête d'habitant, tandis que la consommation moyenne dépasse 5 kilos. La Roumanie sera donc encore quelque temps tributaire des pays grands producteurs de sucre, la France l'Autriche et l'Allemagne.

L'industrie textile avait pris un certain essor avant la guerre, grâce à la grande quantité de laine qui se trouvait dans le pays et aux prix fort avantageux auxquels on pouvait se la procurer sur le marché. Cette industrie était arrivée à satisfaire presque totalement les besoins du pays en produits de qualité moyenne, les autres, la qualité plus fine, étant importée de l'Angleterre, l'Allemagne et la France. La guerre apporta un coup très dur à cette industrie par la destruction d'une grande partie du stock

Tableau résumant la situation de la Grande

DÉNOMINATION DES INDUSTRIES ET DIVISIONS HISTORIQUES	Nombre des établis- sements en 1919.	Capital investi en terrains bâtiments et installations	Force motrice en H. P.	VALEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES	
				1913	1919
		Lei		Lei	Lei
Industrie métallurgique.....	305	289.115.859	58.587	37.416.499	355.411.349
Industrie du bois.....	502	478.063.349	66.581	119.703.223	1.549.770.235
Industrie chimique.....	187	247.338.295	56.526	96.925.441	455.153.294
Industrie alimentaire.....	977	1.042.628.469	98.584	540.039.879	2.698.444.480
Industrie textile.....	156	109.014.372	13.530	35.843.228	469.289.757
Industrie de la tannerie.....	133	138.627.029	7.750	35.366.073	410.860.475
Industrie de la céramique.....	216	199.875.021	39.779	44.285.678	131.025.590
Groupe de l'électricité.....	137	262.502.738	137.605	—	—
Groupe des arts graphiques.....	134	70.133.495	2.213	7.120.044	81.931.133
Total général.....	2.747	2.837.298.627	1) 481.155	916.700.065	6.151.886.313
Ancien Royaume.....	1.114	1.406.257.051	189.776	480.360.872	3.164.726.693
Transylvanie.....	1.024	811.416.431	194.433	230.144.097	1.699.206.320
Bessarabie.....	262	184.311.403	11.916	61.130.853	260.139.908
Bucovine.....	210	198.262.000	14.974	52.882.495	442.027.687
Banat.....	137	237.051.742	70.056	92.681.748	585.785.705
Total général.....	2.747	2.837.298.627	1) 481.155	916.700.065	6.151.886.313

1. *Bulletin semestriel de la statistique.* Min. de l'Industrie et du Comm. Buc., 1920.

Industrie par classes d'industries et divisions historiques

VALEUR DU COMBUSTIBLE		VALEUR DE LA PRODUCTION		PERSONNEL				TOTAL
1913	1919	1913	1919	PERSONNEL		OUVRIERS		
				Admi- nistra- tif	Tech- nique	Quali- fiés	Non quali- fiés	
Lei	Lei	Lei	Lei					
19.388.503	53.662.028	121.187.762	1.330.162.291	1.653	1.773	18.937	14.931	37.294
28.942.491	143.925.230	265.501.729	2.052.514.618	1.780	1.545	10.582	30.979	44.886
12.800.712	28.101.557	292.909.557	1.217.917.300	696	520	3.863	3.661	8.740
25.326.653	174.199.278	885.836.915	4.416.579.690	2.740	2.091	11.472	9.751	26.054
2.366.980	16.011.015	95.812.408	1.007.845.486	424	484	6.810	2.691	10.409
696.440	11.001.897	79.822.263	923.460.929	436	336	3.165	2.353	6.290
12.976.689	71.523.572	111.347.435	343.060.785	557	523	5.368	8.057	14.505
6.577.018	79.054.042	34.560.790	246.864.220	462	432	84	1.290	3.032
208.350	2.151.326	23.051.236	173.390.825	506	277	3.552	1.537	5.872
109.283.836	579.629.945	1.910.030.095	11.711.796.144	9.254	7.981	64.597	75.250	157.082
42.622.042	226.122.001	989.643.731	6.190.200.939	4.148	3.349	28.317	27.237	63.051
42.316.355	223.642.462	504.886.480	3.152.675.638	2.794	2.326	17.830	29.261	52.211
2.182.684	15.525.199	96.222.712	442.144.756	621	529	1.539	2.555	5.244
8.791.348	45.886.064	109.792.181	633.040.247	372	581	2.174	4.121	7.248
13.371.407	68.454.219	209.484.991	1.293.734.564	1.319	1.196	4.737	12.076	29.328
109.283.836	579.620.945	1.910.030.095	11.711.796.144	9.254	7.981	64.597	75.250	157.082

de laine. Actuellement la Roumanie possède 80 fabriques produisant du drap et des étoffes de laine

Ces fabriques emploient 6.300 HP et produisent pour une valeur de 120 millions.

Quant à l'industrie du lin, du chanvre et du coton, elle comprend 24 fabriques employant 4.125 HP, mais la plus grande quantité de la toile et des étoffes ordinaires, est produite dans des petits ateliers domestiques que l'on trouve dans presque toutes les communes. La toile de soie tissée par les paysannes roumaines est reconnue comme finesse et beauté.

Industrie de la construction. — A part l'industrie de la verrerie, qui n'arrive pas à satisfaire les besoins du pays, et qui importe la majeure partie de la matière première, les autres branches de l'industrie de la construction : ciment, briques, chaux, plâtre, asphalte, arrivent à couvrir les besoins du pays, et ne dépendent en rien de l'étranger. Le nombre des installations de toute la Roumanie atteint 479 employant 19.252 ouvriers et 35.859 HP.

CHAPITRE V

Le commerce

Avant la guerre, la Roumanie était arrivée, grâce à son exportation de céréales, pétrole et bois, à avoir une balance commerciale assez favorable. Ainsi en 1913, l'importation a été de 590.012.640 lei et l'exportation de 670.705.335 lei. Les 2/3 de l'importation de la Roumanie provenait de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, et le reste d'Angleterre, de France et d'Italie, etc. Quant à l'exportation le plus important débouché était la Belgique (182.027.916), ensuite l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la France, l'Angleterre l'Allemagne, etc. Seulement la Belgique servait surtout de pays de transit vers l'Allemagne, la Suisse, etc. (1).

La guerre a changé complètement cette situation, et une grande crise de production et d'approvisionnement a sévi en Roumanie, crise qui a rendu très difficile sa réfection économique. Déjà au commencement de la guerre le blocage des Dardanelles

1. *La Roumanie économique*. Min. de l'Industrie et du Commerce, 1921.

avait rendu le commerce extérieur de la Roumanie très difficile — de 3 millions de tonnes exportées en 1914 à 1 million en 1915 — situation que la déclaration de guerre, le 15 août 1916, a beaucoup aggravé, un cercle de feu bloquant presque complètement le pays, ne lui laissant qu'une seule issue, la Russie, qui devait se fermer elle-même un peu plus tard par la révolution. Ayant les 2/3 de son pays occupés et épuisés par les réquisitions des armées d'occupation, et l'autre tiers occupé et épuisé par les réquisitions de sa propre armée et de l'armée russe, isolée presque complètement du reste du monde, obligée de cesser tout commerce, d'épuiser ses réserves, d'utiliser au maximum son industrie, sans pièces de rechange et fonctionnant dans des conditions misérables, la Roumanie s'est littéralement écroulée et c'est un autre pays qui renaît en ce moment de ses cendres.

Après la guerre la crise de production a continué, aggravée par la nouvelle mobilisation de 1919 contre les armées de Bella-Kun.

« L'Association des Economistes » (1) de Bucarest a entrepris en 1919 une enquête sous forme de monographies des principales marchandises sur les causes de la crise d'approvisionnement, monogra-

1. Dr G. M. Léon, Al. Cusin, Dr. Zahareano, ing. Vidrasco, ing. Cassasovici, ing. Catuneanu, Iconomu, ing. Alimanesteanu. Dr. E. Ene, Emilian, Topliceano, et César Papesco.

phies qui ont paru sous le titre : « La crise d'approvisionnement en Roumanie » dans la *Biblioteca anal-dor statistice si economice*. Bucarest, 1919.

D'après les conclusions que M. le Dr Léontire de ces monographies, la crise d'approvisionnement serait due : 1° à la crise de production, sousproduction agricole, épuisement et destruction de l'industrie ; 2° à la crise des transports ; 3° à l'inflation monétaire et à la baisse du change ; 4° et enfin aux fautes commises par les gouvernements.

Nous avons parlé plus haut de la crise de production (par...) nous nous occupons donc des autres causes indiquées par M. le Dr Léon.

1° *La crise des transports* a été la principale cause de la grande crise d'approvisionnement de Roumanie, parce que non seulement elle empêchait le commerce extérieur, mais même dans l'intérieur du pays l'échange d'une localité à une autre était extrêmement difficile.

A la déclaration de la guerre, 1916, il existait en Roumanie 4.357 kilomètres de voie ferrée, 1.000 locomotives et 20.000 wagons en plus ou moins bon état.

Après la guerre, la Roumanie ne disposait que de 200 locomotives et 7-8.000 wagons, quant à la voie ferrée mal entretenue par les armées d'occupation, elle avait une grande partie de ses ponts détruits.

Ce matériel était tellement insuffisant, qu'il n'arri-

vait même pas à satisfaire ses propres besoins en combustible, et malgré que les dépôts de pétrole étaient pleins, on voyait des locomotives utilisant le bois comme combustible, et attendant pendant des heures en plein champ que la pression des vapeurs monte pour pouvoir avancer.

Depuis, la situation des chemins de fer roumains s'est beaucoup améliorée par la cession des ateliers de réparations à une société franco-roumaine qui a réparé une grande partie du matériel roulant ; par l'achat en Amérique (dans des conditions extrêmement onéreuses) de locomotives ; et par une nouvelle organisation qui comprend une complète décentralisation de l'administration des chemins de fer par la formation d'administrations régionales, 7, pourvues d'ateliers de réparations capables de satisfaire les besoins de chaque région.

Actuellement, la longueur totale des voies ferrées de la Roumanie est de 11.678 kilomètres et le nombre des locomotives en état de fonctionnement est d'environ 1.350.

De même la flotte commerciale roumaine est loin de correspondre aux besoins du commerce de la Roumanie. Seulement 5 o/o de l'importation était faite par les bateaux roumains et comme tonnage des bâtiments qui sont entrés et sortis du port de Sulina en 1913, 4,5 o/o seulement sont roumains, le reste se partage entre l'Angleterre 38⁴ o/o, la Grèce 12² o/o,

l'Italie 10 o/o, l'Autriche 10 o/o, etc. (1). Mais même ces pays qui, avant la guerre, avec leur marine marchande faisaient les transports maritimes du commerce roumain, ont vu leur tonnage diminuer sensiblement par les destructions dues à la guerre navale, et l'usure due aux transports militaires intensifs, transports qui ont continué même après la cessation des hostilités et enlevaient aux besoins commerciaux une grande partie de la marine marchande mondiale. Toutes ces causes ont contribué à une hausse énorme du coût du fret, hausse qui a eu une répercussion fâcheuse sur le commerce de la Roumanie, qui avec sa marine marchande insuffisante est tributaire des marines marchandes étrangères.

II. *L'inflation monétaire et la question du change.*

— Cette inflation, s'explique de la manière suivante : D'abord, les besoins de l'Etat pendant et à cause de la guerre ont provoqué une première émission monétaire, qui a dû être augmentée par la suite à cause de la hausse brusque des prix, hausse provoquée par la crise de production et les difficultés des transports. Mais à cette émission nécessaire à l'Etat roumain, s'est ajoutée après, l'émission de la Banque générale faite par les armées d'occupation pour épuiser sans bourse délier, grâce à ce paiement fictif, toute la richesse du pays envahi.

1. *La Roumanie économique*, 1921. Min. de l'Ind. et du Commerce.

Si nous ajoutons enfin les couronnes et les roubles qui ont envahi le pays par fraude pour profiter du change très avantageux accordé par l'Etat en vue de l'unification monétaire, nous avons tous les éléments de l'inflation monétaire roumaine.

A son tour, cette inflation, en vertu de la théorie quantitative, a provoqué une nouvelle hausse des prix, hausse des prix qui a déterminé une nouvelle inflation, et ainsi de suite, cercle vicieux qui ne sera rompu que par une production intensive, par l'amélioration des transports et par des économies incessantes dans les dépenses publiques.

Ce sont d'ailleurs les mêmes phénomènes économiques qu'on a constaté dans presque tous les pays par suite de la guerre.

Cette inflation monétaire, la stagnation de la production, la crise des transports, l'épuisement complet des réserves de marchandises de première nécessité, et les achats à l'étranger de matériaux et munitions de guerre et de marchandises (même de celles qu'on n'importait jamais avant, comme le blé) ont provoqué la baisse de la devise nationale, le leu.

Pour remédier à cette baisse, il faut enrayer les causes, qui, comme nous le montrons plus haut, sont multiples et complexes. Malheureusement ici encore le même cercle vicieux a empêché jusqu'à présent, et empêchera encore pendant quelque temps l'amélioration rapide du change, parce que pour

intensifier la production, il faut des machines agricoles et des outils pour l'agriculture, des machines et des matériaux pour la reconstitution de l'industrie, des locomotives et des bateaux pour les transports, choses que le pays ne possède pas, que son industrie ne peut pas lui procurer, et qu'il doit importer dans des conditions extrêmement onéreuses. Si pour l'Allemagne la baisse du mark a été un stimulant de son industrie, pour la Roumanie désorganisée elle a été surtout un empêchement.

Dans ses conclusions, M. le D^r Léon (*op. cit.*) recommande comme remèdes à la baisse du leu (en 1919) : l'augmentation de l'exportation, limitation de l'importation, et des emprunts extérieurs, sous différentes formes, dans les pays producteurs de marchandises nécessaires à notre économie nationale.

C'est ce que les gouvernements roumains ont essayé de faire, d'ailleurs, avec des résultats plutôt négatifs.

Personnellement, nous croyons qu'une plus large liberté du commerce aurait été plus utile pour le relèvement du change. C'est d'abord une vérité souvent vérifiée, que l'Etat est mauvais commerçant et mauvais spéculateur, et que son intervention dans ce domaine, a constitué toujours des entraves à la marche naturelle du commerce, qui a toujours été mieux guidé par l'intérêt des particuliers dont l'ensemble forme l'intérêt du pays.

Ainsi l'Etat est intervenu pour régler à l'intérieur du pays la répartition des marchandises et pour ce faire il a immobilisé dans chaque département les aliments s'y trouvant avec défense de les transporter d'un département dans l'autre (1). On a assisté alors au spectacle désolant des départements plongés dans la famine et la misère à côté d'autres qui, grâce à des dépôts plus abondants, avaient plus que la consommation normale.

Quant à la spéculation que ces mesures visaient, elle n'a fait qu'augmenter par la fraude, les prix, malgré les tarifs maximaux institués par l'Etat, ont augmenté dans des proportions plus grandes pour couvrir les risques de la fraude, ce qui a fait que les riches en payant des prix beaucoup plus élevés qu'avant n'ont manqué de rien, tandis que les plus nombreux, les pauvres, ont manqué de tout. La variation des prix des articles de première nécessité était si grande d'un département à l'autre qu'on avait l'impression de passer dans un pays étranger.

En même temps l'Etat a voulu se servir du commerce extérieur pour combattre la baisse du leu et se créer des revenus.

Pour ce faire, l'Etat a institué un rigoureux triage de l'importation allant jusqu'à la prohibition de certains articles de luxe, et un contrôle tout aussi rigoureux sur l'exportation, avec plusieurs catégories :

1. D^r Léon, *op. cit.*

prohibition absolue, permis spéciaux accordés par le ministre respectif ou par le Conseil des ministres, liberté d'exportation avec fortes taxes d'exportation et de commission.

Le triage de l'importation [établi en vue d'empêcher la sortie des leis n'a fait que donner un nouvel essor à la spéculation par des ventes clandestines, jeter la suspicion et le discrédit sur plusieurs membres des gouvernements à cause des permis arbitrairement accordés, tandis que le leu continuait à baisser de 40 points en deux ans.

Pour l'exportation le résultat a été tout aussi négatif et nous nous permettrons de traduire quelques passages d'un article paru en août 1921 dans la revue économique *Orientarea* sur l'exportation du pétrole en Roumanie par M. George Bisov :

« L'exportation du pétrole en Roumanie est en train d'entrer dans une nouvelle phase, la troisième depuis la guerre. La première a été celle de la prohibition et des concessions de permis seulement en échange de compensation en matériaux ou en devises étrangères ; la deuxième, celle d'une liberté relative entravée par des formalités très compliquées et des taxes excessives, et enfin la dernière, l'actuelle phase avec une simplification des formalités et une certaine diminution des taxes.

Malheureusement les demandes sur les marchés mondiaux consommateurs de pétrole ont varié dans

le sens contraire, c'est-à-dire des demandes excessives dans la première période qui correspondrait à 1919, demandes assez grandes dans la deuxième période, et faibles dans la troisième, 1921, juste quand l'exportation roumaine était arrivée à une certaine liberté ! Pendant ce temps la concurrence américaine fortifiait ses positions et arrivait à fournir du pétrole même à la Bulgarie notre proche voisine, et à Constantinople, Smyrne et Salonique où les sociétés roumaines possèdent des installations spéciales de dépôt.

Ainsi la loi du 15 septembre 1920 sur l'exportation du pétrole dispose (1) :

Après avoir réservé à la consommation intérieure la quantité nécessaire, il sera exporté :

	Droit de douane Commission	
Benzine légère, 80 o/o avec les taxes		
par wagon.	18.000 lei	1.400 lei
Benzine lourde, 20 o/o avec les taxes		
par wagon.	18.000 »	1.200 »
Pétrole raffiné.	6.000 »	740 »
Pétrole distillé.	6.000 »	740 »
Huile industrielle, 19 o/o.	8.000 »	800 »
Etc...		

(Le wagon de benzine coûtait à la même époque 26.200 lei le wagon.)

1. *Données pratiques pour les transactions commerciales avec la Roumanie*, par Jean Silleco, Bungetiano et Stoica du Min. de l'Ind. et du Commerce.

Pour l'exportation du bois (1) :

Planches de sapin.	mc.	90 lei	15 lei
Bois de chêne brut.	mc.	1.500 »	100 »
Bois de chêne ouvré.		2.500 »	200 »
Etc...			

(Le mc. de bois résineux façonné coûtait à la même époque 500 lei en Moldavie.)

Pour les céréales, la production étant minime — en 1919 et 1920 la Roumanie a dû importer pour couvrir ses propres besoins — les taxes n'ont pu avoir aucune influence sur l'exportation. En 1921 la récolte ayant été un peu meilleure, et la quantité exportable plus grande, l'état a monopolisé l'exportation des céréales(2) et a chargé un consortium formé par des grandes banques — le Syndex — de faire cette exportation d'après ses indications. Ce serait difficile de se prononcer sur le résultat de cette opération en cours, mais elle a été vivement critiquée par la presse roumaine et même par des membres du consortium sus-indiqué.

*
* * *

Le commerce extérieur de la Roumanie pendant l'année 1919 a été le suivant (3). L'importation a été

1. Décret publié au *Moniteur officiel*, n° 159 du 21 oct. 1920.

2. Journal du Conseil des Ministres du 15 août 1921 (*Correspondenta economica*, 15 août 1921).

3. D'après le *Bulletin semestriel de la statistique commerciale*, Min. de l'Ind. et du Comm.

en quantité de 393.522 tonnes et l'exportation de 108.879 tonnes et en valeur l'importation a été de 3.622.945.669 lei et l'exportation de 103.891.198 lei!

Parmi les marchandises importées, les principales sont : les matières textiles végétales et industries dérivées ainsi que les confections (32 o/o) ; *les céréales* (10 o/o) ; laines et ouvrages en laine (7.90 o/o) ; peaux et objets en peaux (7 o/o) ; métaux, produits miniers et machines (7.69 o/o), etc. C'est le tableau exact de la situation économique de la Roumanie après la guerre, de son épuisement complet en matières de première nécessité.

L'exportation est représentée presque uniquement — 60.77 o/o — par le pétrole, les bitumes et les dérivés, 44.014 tonnes d'une production totale de 833.210 tonnes. On peut se rendre compte à quel point la crise des transports et la mauvaise politique de l'Etat ont gêné cette exportation qui était en 1913-1914 de 1.056.197 tonnes d'une production totale de 1.847.875. Le reste de l'exportation est représentée par les légumes, les fleurs et les graines 14.47 o/o, et le bois 4.97 o/o, etc.

Pour l'année 1920 nous n'avons pas les statistiques de l'importation, et nous ne pouvons donc pas faire une comparaison entre les deux balances de commerce, mais d'après l'exportation, cette balance a dû s'améliorer beaucoup, grâce à la reprise de la production et des transports.

L'exportation pour l'année 1920 s'est élevée à la somme de 2.631,301,100 lei. Le pétrole occupe toujours la principale place dans cette exportation avec 230,360 tonnes, les céréales et le bois viennent après.

*
* *

Si nous passons maintenant aux tendances plus lointaines du commerce roumain, tendances qui se dégagent de la nouvelle situation économique et politique du pays, nous voyons que la Roumanie tend à devenir l'entrepôt de tout le bassin du Danube et le trait d'union entre l'Europe centrale et l'Asie Mineure et l'Orient.

Dans un article publié dans la revue *Democratia* du mois d'avril 1920, traitant de la Question du Danube, M. V. Bratiano envisage les tendances naturelles de la Roumanie.

«... La guerre de 1877-78 donnant l'indépendance et la Dobroudja à la Roumanie, et délivrant la rive droite du Danube de la domination turque, rendait à la navigation la possibilité d'une vie propre et à la Commission du Danube sa liberté d'action.

En amont des Portes de Fer, l'existence factice de l'État hétérogène austro-hongois ne pouvait se maintenir que par des régimes artificiels, comme celui d'essayer d'éloigner du Danube vers Fiume et

Trieste, l'écoulement normal des produits des régions se trouvant dans le bassin de ce fleuve.

Aujourd'hui, après la grande guerre, par la libération des peuples de ce bassin, et de tout l'Orient européen, les conditions économiques et politiques changeront profondément.

Les guerres de 1912-13 et la dernière ont modifié les conditions économiques et politiques de tout l'Orient qui s'étend en face des bouches du Danube. En dehors même d'une vie plus normale des États balkaniques, le nouveau régime de l'Asie Mineure ouvrira à la civilisation les portes de ces riches régions avec des produits variés et différents de ceux qui se trouvent dans le bassin du Danube. La mer Noire qui était fermée par le régime russe et celui des détroits, ainsi que la Méditerranée orientale, reprendront le rôle important qu'elles ont joué avant la chute de Bysance et la découverte du cap de Bonne-Espérance et de l'Amérique. Par les bouches du Danube, se fera dans un avenir prochain un trafic inconnu jusqu'à présent.

Les ports ne sont plus comme autrefois de simples quais aménagés pour les transbordements, mais de véritables centres commerciaux et industriels, dans lesquels on construit des entrepôts d'attente, des industries d'assortiments et de transformations d'après les besoins de chaque pays, des chantiers de réparations et de constructions.

Cette action ne se limite pas au port seulement, mais elle exerce son influence sur toute la région, sur le pays entier même. La Belgique et la Hollande se sont développées par Anvers, Amsterdam et Rotterdam, comme pays des bouches du Rhin et de l'Escaut. De même la Roumanie, comme pays des bouches du Danube, par ses ports Galatz Braïla, Sulina et Constantza et par le port bessarabien qu'il faudra construire, pourra devenir l'entrepôt naturel des États de tout le bassin du Danube. Elle peut, comme la Belgique et la Hollande, les villes italiennes, Venise et Gênes, jouer un rôle économique et politique beaucoup plus important que celui qui lui reviendrait seulement d'après le nombre de ses habitants et l'étendue de son territoire. Donc, la Roumanie doit lutter comme dans le passé, pour avoir un régime politique qui puisse correspondre au rôle qu'elle doit jouer aux bouches du Danube, c'est-à-dire pour la liberté et la facilité de la navigation, et puis une fois ce régime établi elle devra se créer une organisation économique capable de la maintenir dans cette situation favorable ».

CONCLUSIONS

Nous nous sommes proposé dans cet ouvrage, de discerner d'après la nouvelle situation économique et politique de la Roumanie, et d'après les opinions des économistes et des hommes politiques roumains, ses principales tendances économiques.

Nous espérons avoir réussi à faire ressortir, les tendances de ce pays, à s'assurer une indépendance économique sûre et complète, par la mise en valeur de ses richesses naturelles abondantes et variées, et par une judicieuse exploitation de sa situation géographique aux bouches du Danube, principale artère qui lie l'Orient à l'Occident européen.

Evidemment ces tendances sont encore en grande partie en état de desiderata, toute la politique et l'activité actuelle étant formées par des mesures transitoires en vue du relèvement du pays excessivement épuisé par la guerre terrible qu'il vient de soutenir; guerre sacrée, sacrifice inévitable sur l'autel de la Liberté et de la Justice.

Vu : le Président de la thèse,

CH. RIST

Vu : le Doyen,

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Angelesco (Prof. Dr I. N.)*. — Directives dans la politique économique et financière de la Roumanie (Discours à la Chambre des députés, 18 juillet 1920. Buc., 1921 (texte roumain).
- La politique économique de la Grande Roumanie. Traduction Jean Sillesco. Lyon, 1920.
- Bratiano (C. I. C.)*. — L'agriculture dans la Roumanie d'hier et la Roumanie de demain (Bibl. Romanici mari. Buc., 1919 (texte roumain).
- Basilescu (Prof. N.)*. — La réforme agraire en Roumanie. Félix Alcan. Paris, 1919.
- Basilescu (Aristide)*. — Le problème monétaire roumain. Thèse Paris, 1920.
- Blank (Louis)*. — Essais sur la crise économique et financière en Roumanie. Thèse Lausanne, 1921.
- Dissescu (Prof. C. G.)*. — L'unification monétaire en Roumanie (Conférence au Cercle d'études du Parti national-libéral. Democratia, janv., fév. 1921).
- Georgescu (Ing. I. N.)*. — Les voies de navigation de la Grande Roumanie (Bibl. Romanici. mari. Buc., 1919 (texte roumain).
- Kastris Dorin*. — Les capitaux étrangers dans la Finance roumaine. Thèse Paris, 1921.
- Lazeano (M.)*. — La nouvelle réforme fiscale en Roumanie. Thèse Paris, 1921.
- Manoilescu (Ing. M.)*. — La politique de l'Etat dans la question de la Reconstruction industrielle (Reforma sociala. Buc., 1920).
- L'importance et les perspectives de l'industrie dans la nouvelle Roumanie (Buletinul industriei. Buc., 1921 (texte roumain).

Madgearu (Prof. V.). — L'organisation du commerce extérieur pendant l'époque de transition (Ref. sociala. Buc., 1919 (texte roumain).

Papesco (Ing. G.). — Le problème de la réfection et de l'approvisionnement, Min. de l'Ind. et du Commerce. Buc., 1920.

Paraschivesco (C. C.). — Les finances de guerre de la Roumanie. Thèse Paris, 1920.

Racovitza (Ing. R.). — Notion sur la propriété industrielle (Direction gén. de l'industrie. Buc., 1921 (texte roumain).

Rist (Prof. Ch.). — Les Banques de dépôt et les Banques d'émission. Cours 1919-1920.

Sillesco (Jean). — Données pratiques pour les transactions commerciales avec la Roumanie. Lyon, 1920.

Souchon (Prof.). — La politique agraire. Cours 1919-1920.

Stoicesco (G. St.). — La réfection économique de la Roumanie (Reforma sociala. Buc., 1919 (texte roumain).

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES ET JOURNAUX

Annales statistiques et économiques (texte roumain).

Boursa (texte roumain).

Correspondance économique. Min. de l'Ind. et du Comm.

Débats parlementaires, 1919-1921 (texte roumain).

Independenta economica (texte roumain).

Democratia (texte roumain).

L'indépendance roumaine.

Orientarea (texte roumain).

Rapports du Conseil d'Adm. de la Banque Nationale, 1919-1921 (texte roumain).

La Roumanie économique.

Bulletin semestriel de la Statistique commerciale. Min. de l'Ind. et du Comm.

Les Forces économiques de la Roumanie (Bulletin de la Banque Marmorosch, Blanck et Cie).

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
INTRODUCTION. — Aperçu succinct sur l'évolution économique de la Roumanie jusqu'après la grande guerre	5

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION GÉNÉRALE DE LA ROUMANIE APRÈS LA GRANDE GUERRE. — LES PRINCIPALES CRISES

CHAPITRE PREMIER. — La crise générale résultant de la guerre	19
CHAPITRE II. — La crise résultant de l'application des deux réformes agraire et électorale	21
CHAPITRE III. — La crise résultant de l'union avec les provinces roumaines délivrées	36

TROISIÈME PARTIE

LES NOUVELLES TENDANCES ÉCONOMIQUES DE LA ROUMANIE

CHAPITRE PREMIER. — Les lignes générales de l'ensemble de ces tendances	53
CHAPITRE II. — L'économie nationale	60

CHAPITRE III. — L'agriculture.....	81
CHAPITRE IV. — L'industrie.....	94
CHAPITRE V. — Le commerce.....	125
CONCLUSIONS.....	140

